Les Enjeux Eco

Quotidien national de l'économie

Jeudi 19 février 2026 - Prix : 20 DA - http:www.lesenjeuxeco.dz ■ N°836 ■

Chronique Eco

Une économie mondiale sans régulation, c'est comme un train sans conducteur

P 16

AVEC UN MONTANT GLOBAL DE 939 MILLIARDS DE DINARS EN 2025

L'e-paiement poursuit son envol

En 2025, le paiement électronique a conforté sa place centrale dans l'économie algérienne avec une croissance de 46 %, totalisant 939 milliards de dinars. Cette performance, largement portée par la digitalisation des services et du commerce mobile, marque le passage à une nouvelle ère de modernisation financière à l'échelle nationale. P 3

PLUS DE 285 000 NOUVEAUX STAGIAIRES EN FORMATION PROFESSIONNELLE

Une offre alignée sur les grands projets structurants

La rentrée de février 2026 de la formation professionnelle s'est ouverte sous le signe de la mobilisation et de l'adaptation aux mutations économiques du pays. Plus de 285 000 nouveaux stagiaires et apprentis ont rejoint, dimanche dernier, les établissements de formation à travers le territoire national.

P 2

17 CONTRATS SIGNÉS ET PRÈS DE 7 MILLIARDS DE DOLLARS MOBILISÉS EN 2025

Sonatrach renforce ses investissements

En 2025, Sonatrach a multiplié les accords internationaux dans l'exploration, la production, la commercialisation et les services pétroliers et gaziers, totalisant 17 contrats majeurs et près de 7 milliards de dollars d'engagements d'investissement. Le contrat le plus notable reste celui conclu en octobre avec la société saoudienne Midad Energy, pour un montant de 5,4 milliards de dollars. Cette dynamique contractuelle traduit une offensive claire visant à renforcer les réserves nationales d'hydrocarbures, sécuriser les débouchés gaziers et moderniser l'outil industriel en aval.

P 5

TRÉMIE À CHÉRAGA, IMPORTATION DES MOUTONS, BARRAGES D'EAU

Plusieurs dossiers examinés par le gouvernement

Le Premier ministre, Sifi Ghrieb, a présidé hier, une réunion du Gouvernement consacrée à l'examen et à l'étude de plusieurs dossiers et projets de développement dont le projet de réalisation d'une trémie à Alger et ceux liés à deux barrages d'eau prévus à Tizi Ouzou et à Batna.

P 3

TIRSAM GROUP

Réception de 176 nouveaux autobus TS9 P 2

TRANSPORT AÉRIEN

Air Algérie vise près de 10 millions de passagers en 2026 P 5

INDUSTRIE AUTOMOBILE

Un référentiel national d'intégration en cours d'élaboration P 3

TIRSAM GROUP

Réception de 176 nouveaux autobus TS9

Dans le cadre du programme ambitieux du Président de la République, Abdelmadjid Tebboune, visant à importer 10 000 autobus pour soutenir et développer le secteur du transport public, «Tirsam Group» a annoncé la réception de la première livraison d'autobus de type TS9 au port de Djen-Djen (Jijel). Cette première tranche de véhicules comprend 176 autobus de type TS9, chacun d'une capacité de 70 passagers. Ces autobus sont conformes aux normes internationales les plus strictes en matière de qualité, de sécurité et de confort. Dotés de technologies de pointe, ces véhicules modernes répondent aux exigences du transport public actuel, garantissant ainsi une expérience de voyage optimale pour les citoyens et une exploitation plus efficace du réseau de transport.

Tirsam Group a annoncé que cette première livraison fait partie d'un programme plus large visant à renforcer la flotte de transport public à l'échelle nationale. En plus des 176 autobus TS9, le groupe a confirmé qu'un deuxième navire, transportant 262 autobus de différents types, arrivera mercredi soir. Cette opération s'inscrit dans un plan global visant à améliorer l'offre de transport dans tout le pays. Dans le cadre de cette initiative, Tirsam a précisé que les autobus ont été importés sans marge bénéficiaire, afin de proposer ces véhicules à des prix compétitifs et accessibles. Cette démarche reflète l'engagement de l'entreprise à soutenir l'économie nationale, tout en contribuant à la mise en œuvre des politiques gouvernementales visant à moderniser le secteur du transport public.

Z R.

PLUS DE 285 000 NOUVEAUX STAGIAIRES EN FORMATION PROFESSIONNELLE

Une offre alignée sur les grands projets structurants

La rentrée de février 2026 de la formation professionnelle s'est ouverte sous le signe de la mobilisation et de l'adaptation aux mutations économiques du pays. Plus de 285 000 nouveaux stagiaires et apprentis ont rejoint, dimanche dernier, les établissements de formation à travers le territoire national. Une rentrée qualifiée « d'active et structurante » par la ministre de la Formation et de l'Enseignement professionnels, Nassima Arhab, qui met en avant une offre renouvelée, pensée en adéquation avec les grands chantiers lancés par les pouvoirs publics.

Par Réda Hadi

C'est depuis Tindouf que la rentrée officielle a été lancée, un choix hautement symbolique au regard des projets stratégiques en cours dans la région, notamment le développement du gisement de fer de Gara Djebilet. À cette occasion, plus de 30 spécialités qualifiantes et diplômantes dans les techniques minières ont été introduites, ainsi que quatre formations qualifiantes dans les techniques ferroviaires. Rien que pour cette session, près de 200 stagiaires se sont inscrits dans ces nouvelles filières, souligne Mme Nassima Arhab - Ministre de la formation et de l'enseignement professionnel, chez nos confrères de la radio nationale

« Nous avons anticipé ces besoins bien avant le lancement officiel des projets », a souligné la ministre, rappelant que la révision des contenus de formation s'est faite en concertation avec les opérateurs économiques locaux. L'objectif est clair : couvrir l'ensemble de la chaîne de valeur, de l'extraction à la transformation, et combler le déficit en métiers techniques, notamment les conducteurs d'engins et certaines spécialités émergentes appelées à monter en puissance.

Au cœur de cette stratégie figure le développement des centres d'excellence, véritables plateformes de connexion entre formation et entreprise. Dix-huit centres ont été identifiés à l'échelle nationale, dont dix déjà inaugurés. Huit autres suivront prochainement, parmi lesquels un centre dédié à la production pharmaceutique à Constantine.

Chaque centre est conçu en fonction des spécificités économiques de sa région. Celui de Bordj Bou Arreridj, par exemple, est orienté vers les techniques du froid et de l'électroménager, en lien direct avec les opérateurs industriels implantés localement. Ces derniers participent à l'élaboration des programmes, définissent leurs besoins en compétences et accueillent les stagiaires en apprentissage. Le modèle privilégie l'alternance : quelques jours de formation théorique au centre, le reste en immersion en entreprise. « Il y a un besoin réel d'employabilité, du niveau ouvrier qualifié jusqu'au technicien supérieur », insiste la ministre, mettant en avant une vision pragmatique où l'insertion professionnelle constitue un indicateur central de performance. Pour elle, la modernisation du secteur passe également par une numérisation avancée. Depuis février 2025, les inscriptions sont entièrement dématérialisées via la plateforme « Takwin ». Les contrats d'apprentissage sont gérés à travers « Tamhin », qui permet de cartographier les demandes émanant aussi bien des grandes entreprises que des artisans de quartier.

L'interopérabilité avec les bases de données de l'emploi offre une meilleure traçabilité des diplômés et facilite le suivi de leur insertion. Une semaine d'immersion a récemment été organisée à Tindouf pour d'anciens diplômés des filières minières, afin de favoriser leur intégration dans les projets liés à Gara Djebilet.

Par ailleurs, affirme-t-elle, face aux mutations technologiques, le secteur mise également sur les métiers du numérique. Des formations en intelligence artificielle, cybersécurité et analyse de données ont été intégrées à l'offre pédagogique. « La demande dépasse largement l'offre », reconnaît la ministre, évoquant des opportunités d'emploi national et international, y compris en freelance.

OPÉRATION DE SOLIDARITÉ À L'OCCASION DU MOIS DE RAMADHAN

Ooredoo et les Scouts Musulmans Algériens s'engagent pour soutenir les nécessiteux

Faisant suite à ces initiatives de solidarité programmées pour le mois sacré de Ramadhan,Ooredoo Algérie en collaboration avec les Scouts Musulmans Algériens (SMA), ont lancé une opération de solidarité au profit des familles démunies.

Le lancement officiel de cette opération a eu lieu le mardi 17 février 2026, au Centre International des Scouts Musulmans Algériens à Sidi Fredj, en présence du Commandant Général des Scouts Musulmans Algériens, M. Abderrahmane HAMZAOUI,du Directeur des Affaires Corporatives de Ooredoo, M. Ramdane DJEZAIRI,ainsi que de nombreux bénévoles.

À cet effet, des colis alimentaires contenant des produits de première nécessité, vont être distribués aux familles nécessiteuses à travers plusieurs wilayas du territoire national, afin de leur permettre d'accueillir le mois de Ramadhan dans des conditions dignes. En complément de cette première initiative, d'autres actions solidaires sont programmées en partenariat avec les Scouts Musulmans Algériens tout au long de ce mois béni. Celles-ci comprennent notamment l'organisation de restaurants d'Iftar collectifs dans plusieurs wilayas, ainsi qu'une célébration de la nuit sacrée « Leïlat el-Qadr » au profit des enfants orphelins.

ALGÉRIE-NICARAGUA

L'AAPI prend part à une rencontre pour le renforcement de la coopération économique bilatérale

L'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI) a pris part à une rencontre regroupant les instances économiques algériennes et leurs homologues du Nicaragua, consacrée à l'examen des perspectives de coopération et des opportunités de partenariat commercial et d'investissement entre les deux pays, indique un communiqué de l'Agence. Ont pris part à cette rencontre, organisée mardi par visioconférence par l'Ambassade d'Algérie au Nicaragua et le Secrétariat à la promotion de l'investissement et des exportations du Nicaragua, l'ambassadeur d'Algérie, M. Ali Menguellati, le directeur général de l'AAPI, M. Omar Rekkache, le président du Conseil du renouveau économique algérien (CREA), M. Kamel Moula, le directeur général de la Chambre algérienne de commerce et d'industrie (CACI), M. Chakib Kouidri, ainsi que des représentants des ministères des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et du Commerce intérieur.

Ont participé à cette rencontre du côté nicaraguayen, le conseiller à la Présidence de la République chargé de la promotion des investissements, du commerce et des relations internationales, M. Laureano Ortega Murillo, le ministre du Développement, de l'Investissement et du Commerce, M. Edwin Ramirez Colindres, et la directrice du Secrétariat à la promotion de l'investissement et des exportations, Mme Karina Mejia. Lors de cette rencontre, l'AAPI a présenté un exposé sur le climat des affaires en Algérie, mettant en lumière les avantages compétitifs dont dispose le pays dans son environnement régional, ainsi que les facilitations et les mesures incitatives destinées aux investisseurs, selon le communiqué. Dans ce cadre, les deux parties ont réitéré, leur volonté commune d'œuvrer à la "promotion d'un partenariat économique prometteur reflétant les potentialités disponibles et répondant aux aspirations des deux pays amis", tout en convenant de mettre en place des mécanismes de coopération conjointe en définissant les liens de contact permanents, afin de suivre les discussions et de traduire les opportunités de coopération bilatérale en projets concrets.

Cette réunion s'inscrit dans le cadre des démarches communes entre les deux pays visant à renforcer les échanges économiques, à identifier les domaines de coopération prioritaires et à garantir l'établissement de contacts directs entre les opérateurs économiques des deux pays, précise le communiqué de l'Agence, soulignant que les deux parties se sont félicitées du caractère "privilégié" des relations unissant les deux pays, fondées sur "le respect mutuel".

Quotidien economique
Les Enjeux Eco
Edité par la SARL Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub Abdelaziz

Directeur de publication
Radji Zahir

Siège social
Maison de la presse
01, rue Bachir Attar
Sidi M'hamed Alger
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005 001700000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre: les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Edition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ouargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

AVEC UN MONTANT GLOBAL DE 939 MILLIARDS DE DINARS EN 2025

L'e-paiement poursuit son envol

En 2025, le paiement électronique a conforté sa place centrale dans l'économie algérienne avec une croissance de 46 %, totalisant 939 milliards de dinars. Cette performance, largement portée par la digitalisation des services et du commerce mobile, marque le passage à une nouvelle ère de modernisation financière à l'échelle nationale.

Par Selma R.

D'après le dernier bilan publié par le GIE Monétique, cette croissance s'appuie sur la généralisation des paiements via internet, les terminaux de paiement électronique (TPE) et les solutions mobiles. Le canal en ligne affiche la progression la plus spectaculaire : la valeur des paiements sur internet a bondi de 179 % en un an pour atteindre 145 milliards de dinars, répartis sur plus de 27 millions de transactions. Depuis l'introduction de ce mode de paiement en 2016, le volume cumulé dépasse désormais 84 millions d'opérations, dont plus de la moitié réalisée au cours des deux dernières années, signe d'une adoption accélérée. Le mois de décembre 2025 a constitué un pic exceptionnel avec 3,6 millions de transactions en ligne pour une valeur de 65,27 milliards de dinars. Cette pointe d'activité est principalement liée au paiement de la première tranche du programme AADL 3, effectué exclusivement par voie électronique, ce qui a concentré les flux sur une courte période.
Dans la répartition sectorielle, les télécommunications dominent toujours les paiements en ligne, à travers le règlement des factures et le rechargement de crédits, devant les services administratifs, les prestations diverses ainsi que les factures d'électricité et d'eau. La hausse ne concerne pas seulement le volume, mais aussi le montant moyen par transaction, passé d'environ 1.180 dinars en 2020 à près de 5.400 dinars en 2025. Cette progression traduit une confiance accrue des usagers, qui n'hésitent plus à utiliser le paiement en ligne pour des montants plus élevés. Elle s'explique également par la simplification des procédures d'intégration à la plateforme de paiement, qui a favorisé l'entrée de nouveaux acteurs : le nombre de web-marchands a atteint 644 à fin 2025, en hausse de plus de 26 % sur un an. Le paiement de proximité via TPE suit la même tendance. La valeur des transactions a doublé pour s'établir à 89,5 milliards de dinars. Le parc national de terminaux est passé de 68.140 à 78.774 unités en une année, soit une progression de plus de 15 %. Là aussi, le montant moyen par opération augmente sensiblement, dépassant désormais 9.000 dinars, contre environ 6.000 dinars il y a cinq ans. Un pic d'utilisation a été observé au mois de mai, en lien avec les ventes saisonnières de moutons pour l'Aïd El-Adha, illustrant l'ancrage progressif du TPE dans les transactions courantes. Le paiement mobile s'impose, lui aussi, comme un moteur de croissance. Les transactions intra-bancaires par QR code ont progressé de 19 %, totalisant 69,3 millions d'opérations pour 57,3 milliards de dinars. Les transferts directs de compte à compte entre particuliers (P2P) poursuivent leur expansion, avec 47,5 millions d'opérations et un montant de 647,4 milliards de dinars, confirmant le rôle central de ces solutions dans la circulation des fonds au quotidien.
L'année 2025 a également vu le lancement du paiement mobile interbancaire « DZ Mob Pay », fondé sur l'interopérabilité du switch mobile national. Sept banques pilotes ont déjà intégré le dispositif, appelé à s'étendre progressivement. À fin décembre, le service comptait plus de 95.000 comptes particuliers et plus de 14.000 comptes commerçants, avec plusieurs dizaines de milliers d'opérations déjà enregistrées pour sa première année d'exploitation. En parallèle, les retraits par carte sur distributeurs automatiques continuent d'augmenter, avec plus de 235 millions d'opérations pour une valeur dépassant 4.397 milliards de dinars. Le réseau d'automates s'est élargi pour atteindre 4.679 unités, sous l'effet des investissements des banques et de Algérie Poste, afin d'accompagner la croissance du parc de cartes interbancaires, désormais supérieur à 21,8 millions.

INDUSTRIE AUTOMOBILE

Un référentiel national d'intégration en cours d'élaboration

Le Premier ministre procède à l'installation du groupe de travail chargé d'élaborer le référentiel national d'intégration dans l'industrie des voitures, autobus et motocycles
Le Premier ministre, M. Sifi Ghrieb a présidé, mardi, une réunion ministérielle consacrée à l'installation d'un groupe de travail chargé de l'élaboration du référentiel national d'intégration dans l'industrie des voitures, des autobus et des motocycles, indique un communiqué des Services du Premier ministre.
Ce référentiel constituera "le document de référence pour le calcul des taux d'intégration réalisés par les constructeurs en vue de leur permettre d'obtenir les avantages préférentiels prévus dans le cadre législatif et réglementaire régissant cette activité".
Ce document référentiel permettra aussi de "mettre en place un socle pour la création et le développement d'un réseau national intégré de sous-traitants spécialisés dans la fabrication des différentes pièces et composants liés à cette industrie dans le but d'augmenter progressivement le taux d'intégration nationale, ce qui contribuera à assoir une véritable industrie automobile durable et à opérer une intégration effective dans les chaines de valeur y afférentes".
Cette initiative contribuera, en outre, "à créer de nouveaux postes d'emploi durables dans diverses branches liées à cette industrie et à renforcer le transfert de technologie, en sus de développer les compétences nationales et de réduire la facture d'importation des pièces détachées et des composants", précise le communiqué.

TRÉMIE À CHÉRAGA, IMPORTATION DES MOUTONS, BARRAGES D'EAU

Plusieurs dossiers examinés par le gouvernement

Le Premier ministre, Sifi Ghrieb, a présidé hier, une réunion du Gouvernement consacrée à l'examen et à l'étude de plusieurs dossiers et projets de développement dont le projet de réalisation d'une trémie à Alger et ceux liés à deux barrages d'eau prévus à Tizi Ouzou et à Batna.
Selon un communiqué des services du Premier ministère, le gouvernement a examiné le projet de décret exécutif comportant la déclaration d'utilité publique de l'opération relative à la réalisation d'une trémie au niveau de la commune de Chéraga, dans la wilaya d'Alger. La réalisation de cette structure, situé dans le lieu dit « Al-Qarya » sur la RN 41, dont les travaux ont atteint un taux estimé à environ 60 %, vise à réduire la congestion routière dans cette zone et à améliorer la fluidité de la circulation entre les quartiers de Chéraga, Bouchoui et Ain Benian.
Lors de cette réunion, le gouvernement a écouté une présentation sur l'état d'avancement du processus d'importation d'un million de têtes de moutons en prévision de l'Aïd al-Adha 2026. Cette mesure, ordonnée par le président de la République, s'inscrit dans le cadre du programme de soutien du pouvoir d'achat des citoyens, et vise à stabiliser les prix de la viande rouge ainsi qu'à garantir la disponibilité des sacrifices pour ce rendez- vous religieuse. Pour assurer les meilleures conditions de transport et de distribution des moutons et afin de garantir la conformité aux normes sanitaires et la traçabilité des animaux, le secteur agricole a conclu des accords sanitaires et commerciaux en coordination avec les services vétérinaires et douaniers, souligne le communiqué.
Par ailleurs, rapporte la même source, le gouvernement a également écouté une présentation sur le Plan national de la jeunesse 2026-2029, qui s'inscrit dans le cadre de la prise en charge des questions liées à la jeunesse et de l'accompagnement de ses aspirations, en concrétisation des engagements de Monsieur le Président de la République visant à renforcer le rôle des jeunes en tant qu'acteurs essentiels du processus de développement national global et durable.
Il s'agit, explique le communiqué, d'un cadre de travail national intégré et unifié, basé sur la coordination des politiques et des programmes destinés aux jeunes, avec un mécanisme d'évaluation fondé sur des indicateurs de performance pour mesurer le degré de réalisation des objectifs.
Ce plan national, ajoutent les services du Premier ministère, vise à préparer une génération de jeunes Algériens faisant preuve d'autonomie, de créativité et d'engagement actif dans le développement national. Enfin, dans le cadre du suivi de la réalisation des grands projets publics, notamment dans le domaine de la sécurité hydraulique, le gouvernement s'est informé de l'état d'avancement de la construction du barrage de Sidi Khelifa dans la wilaya de Tizi Ouzou, destiné à fournir de l'eau potable à la région nord de la ville de Tizi Ouzou et à irriguer les terres agricoles. L'état d'avancement des travaux d'aménagement du barrage de Bouzina dans la wilaya de Batna, mis en service en juin 2024, garantissant l'approvisionnement en eau potable de la région montagneuse des Aurès et l'irrigation des terres agricoles, notamment les vergers et les zones plantées d'arbres fruitiers, a été également au menu de la réunion, conclut le communiqué.

BOURSE D'ALGER

En progression de près de 43%, à 744,45 milliards de DA

La Bourse d'Alger a enregistré une croissance significative en 2025, avec une capitalisation boursière atteignant 744,45 milliards de dinars à la fin de l'année, soit une progression de 42,70 % par rapport à 2024. La valeur totale des transactions sur le marché secondaire a, quant à elle, bondi de 444 %, atteignant 15,02 milliards de dinars contre 2,76 milliards de dinars en 2024. Par ailleurs, le volume des transactions annuelles a bondi de 498 %, enregistrant 7,78 millions de titres échangés en 2025, contre 1,3 million l'année précédente.
Ces chiffres qui ont été dévoilés lors d'une rencontre consacrée à la présentation du bulletin semestriel 2025 du marché financier, confirment l'inscription de la Bourse d'Alger dans une nouvelle dynamique.
D'ailleurs, le président de la Commission d'organisation et de surveillance des opérations de Bourse (COSOB) Youcef Bouzenada a mis en avant l'intérêt croissant des entreprises nationales pour l'entrée à la Bourse d'Alger, précisant que sur cinq entreprises actuellement intéressées, deux déposeront leurs dossiers d'introduction officielle dès le début du mois de mars.
M. Bouzenada a noté lors d'une rencontre consacrée, que les dossiers de deux entreprises, «Ayrad», active dans le domaine de l'informatique, et l'Institut supérieur de formation "INSAG", ont été réceptionnés. Celles-ci devraient déposer officiellement leurs dossiers d'introduction sur le marché de croissance d'ici fin février ou début mars au plus tard.
Il a ajouté que trois autres entreprises relevant du secteur de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique préparent actuellement leurs dossiers d'introduction, précisant que la Commission a déjà reçu leurs demandes, mais que la procédure nécessitera quelques mois, avec une finalisation attendue d'ici le mois de juin prochain. Par ailleurs, la Cosob travaille en coordination avec le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique au lancement d'un fonds d'investissement exclusivement dédié aux projets innovants et aux start-up hébergées au sein des incubateurs universitaires, a indiqué le même responsable.
M. Bouzenada a expliqué que cette initiative consiste en la création d'une société de capital-risque qui agira comme un fonds de financement de fonds d'investissement thématiques. Il a précisé que l'agrément est en cours d'octroi à l'Université d'Alger 3, pour la gestion de ce fonds, ajoutant que l'agrément officiel devrait être délivré avant la fin du mois en cours.
Lors de la rencontre, l'importance de la mesure facilitant l'introduction des start-up en Bourse a été soulignée. Celle-ci consiste en leur exonération de l'ensemble des frais pendant trois ans, jusqu'en 2028, à condition de disposer du label "start-up" et de réaliser des levées de fonds ne dépassant pas 500 millions de dinars.

R E/Agence

MONNAIES

Le dollar avance, la livre pâtit du chômage britannique

Le dollar progressait mardi alors que la banque centrale américaine (Fed) pourrait se montrer plus prudente qu'attendu dans ses baisses de taux, tandis que la livre pâtissait des chiffres du chômage au Royaume-Uni, au plus haut depuis cinq ans. Vers 20H10 GMT, le Dollar index - qui compare le billet vert à un panier d'autres grandes monnaies - gagnait 0,25% à 97,16 points.
La semaine dernière, les chiffres de l'emploi américain sont ressortis meilleurs qu'attendu pour le mois de janvier. Une politique monétaire ferme est de nature à soutenir une devise, tandis que la perspective d'un assouplissement la plombe.
Michael Barr, un des gouverneurs de la Fed, a dit mardi qu'il "voudrait voir des preuves que l'inflation (...) recule de manière durable avant d'envisager une nouvelle baisse des taux, à condition que les conditions du marché du travail restent stables".
Les cambistes attendent désormais le compte-rendu de la dernière réunion du comité monétaire de la Réserve fédérale américaine (FOMC) de janvier, qui doit être publié mercredi.
L'indice d'inflation PCE pour le mois de décembre, ainsi que de nouvelles données sur la croissance aux Etats-Unis, doivent être publiés vendredi.
En parallèle, la devise britannique cédait 0,50% par rapport au billet vert, à 1,3561 dollar pour une livre, et lâchait 0,47% à la monnaie unique européenne, à 87,36 pence pour un euro.
Le taux de chômage a progressé dans le pays sur les trois mois achevés en décembre, à 5,2%, selon les chiffres officiels publiés mardi, là où le consensus des analystes sondés par Bloomberg pensait qu'il stagnerait à 5,1%.
Un marché de l'emploi à la peine incite la banque centrale britannique à stimuler l'activité en abaissant son taux directeur.

CULTURE DU MAÏS EN GRAIN

Des instructions pour accroitre les superficies cultivées

Le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Yacine El-Mahdi Oualid, a affirmé, avant-hier à Timimoun, que l'Algérie s'est engagée dans un programme ambitieux de culture du maïs grain. Le ministre a salué, à ce titre, l'appui et les mesures incitatives préconisées par les pouvoirs publics pour stimuler les investisseurs agricoles, conformément aux orientations des hautes instances du pays visant à assurer la sécurité alimentaire du pays.
Lors de sa visite de travail dans cette wilaya, M. Oualid a donné instructions pour accroitre les superficies cultivées et mobiliser les moyens nécessaires pour garantir la récolte du maïs en grain dans les meilleures conditions, afin de faire face aux différentes contraintes et assurer la disponibilité des moissonneuses et des séchoirs. Il a insisté, pour cela, sur la nécessité de prendre les dispositions nécessaires et fournir suffisamment de matériels agricoles de récolte à la prochaine saison, et de faciliter le transport des récoltes vers l'Office national des aliments de bétail.
Au niveau de l'exploitation agricole Afrane-1, dans la commune de Metarfa, un exposé exhaustif sur la situation du secteur agricole a été fait au ministre qui a également écouté les préoccupations soulevées par les exploitants agricoles, notamment en matière de soutien et d'extension des superficies agricoles.
Suivant la campagne de récolte du maïs en grain et d'emblavement au périmètre Afrane-2, dans la commune d'Ougrout, le ministre a mis en avant l'importance du respect de l'itinéraire technique pour accroitre les rendements, avec à l'appui le recours aux technologies modernes et aux solutions innovations dans la résolution des problèmes rencontrés par les agriculteurs.
Au terme de sa visite de travail, le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche s'est enquis des conditions de stockage du maïs en grain, sachant que la wilaya a réceptionné neuf (9) structures de proximité de stockage intermédiaire, d'une capacité globale de 450.000 quintaux, qui commenceront dès la saison prochaine à recevoir les récoltes.

R E.

ENVIRONNEMENT

Création de 7 nouveaux clubs verts à Constantine

Sept (7) nouveaux clubs verts, ont été créés dans des établissements scolaires et de la jeunesse, au titre du plan vert, établi par l'Association de la protection de la nature et de l'environnement (APNE) de la wilaya de Constantine, pour l'exercice 2026, a-t-on appris mercredi auprès de son président, Abdelmadjid Sebih.
L'initiative permettra aux élèves de ces établissements scolaires et aux jeunes adhérents aux associations et aux structures de la jeunesse, de s'impliquer davantage dans l'éducation environnementale et de les associer aux efforts déployés pour préserver l'environnement et le cadre de vie des citoyens, a déclaré le même responsable à l'APS.
L'opération, a-t-il détaillé, a ciblé 2 écoles primaires au chef-lieu de wilaya, 1 lycée à la ville Massinissa (El Khroub) et 1 autre dans la commune de Didouche Mourad ainsi que 3 maisons de jeunes dont 2 situées dans la ville de Constantine et 1 autre dans la commune de Hamma Bouziane.
Par ailleurs, le plan vert 2026 qui a été lancé, le 12 février dernier et qui s'étalera jusqu'au 30 avril prochain, concerne la mise en terre de 1.500 arbustes d'ornement et forestiers à travers différentes communes de la wilaya, selon la même source.
Ce programme de plantation en cours d'exécution avec la collaboration des directions de l'éducation et de la jeunesse et des sports (DJS), touchera, nota 8 quartiers relevant des communes de Constantine, de Didouche Mourad, d'El Khroub et de la circonscription administrative Ali Mendjeli, ainsi que 2 mosquées dans la ville de Constantine, entre autres, a-t-il indiqué.
D'autre part, 90 autres arbustes d'ornement , seront plantés à l'intérieur des centres psychopédagogiques pour enfants déficients mentaux des villes de Constantine et au foyer des personnes âgées Abdelkader Boukhroufa (Hamma Bouziane), dans le cadre du programme tracé par la même association à l'occasion du mois de Ramadhan, où des cadeaux symboliques, seront distribués au profit d'enfants à besoins spécifiques et des pensionnaires de cet établissement, a conclu le président de l'APNE.

APS

Mercuriale

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية والصيد البحري
MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية
MINISTERE DU COMMERCE INTERIEUR ET DE LA REGULATION DU MARCHE NATIONAL

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الإستهلاك ليوم 17 فيفري 2026
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 17 Février 2026

Produits		Prix du détail[1] DA / Kg			أسعارالتجزئة[1] دج / كلغ	
		معدل Moyenne	أعلى Maximum	أدنى Minimum	المنتجات	
Légumes frais	Pomme de terre	68	76	59	البطاطا	خضر طازجة
	Tomate	88	102	73	الطماطم	
	Oignon sec	77	85	68	البصل الجاف	
	Ail sec	955	1052	858	الثوم الجاف	
	Carotte	100	112	89	الجزر	
	Navet	106	118	94	اللفت	
	Choux fleur	99	111	87	قرنبيط	
	Choux	87	98	77	الكرنب	
	Courgette	168	184	153	الكوسة	
	Haricot vert	401	431	371	الفاصولياء الخضراء	
	Laitue	159	175	143	الخس	
Fruits frais	Mandarine	193	228	159	المندرين	فواكه طازجة
	Orange	153	190	116	البرتقال	
	Citron	147	170	124	الليمون	
	Pomme locale	397	486	307	التفاح المحلي	
	Datte	501	634	369	التمر	
	Banane	452	474	430	الموز	
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	1928	2078	1778	لحم البقر المحلي	المنتجات ذات الأصل الحيواني
	Poulet de chair	399	413	385	الدجاج	
	Œufs (Unité)	19	20	18	البيض (وحدة)	
	Lait de vache (Litre)	95	101	89	حليب البقر (لتر)	

BOISSONS

ECCBC Algeria certifiée Best Place to Work 2025

Equatorial Coca-Cola Bottling Company Algeria (ECCBC Algeria), acteur de référence du secteur des boissons en Algérie, a obtenu la certification internationale Best Place to Work 2025 pour la deuxième année consécutive, se hissant à la 2e place du classement national, une reconnaissance qui souligne la qualité de son environnement de travail et l'engagement durable de ses équipes, indique la société dans un communiqué. Attribuée à l'issue d'un processus d'évaluation indépendant, cette certification distingue les organisations qui placent l'expérience collaborateur, la confiance et le respect au cœur de leurs pratiques. Pour ECCBC Algeria, ajoute la même source, cette reconduction témoigne de la constance de sa dynamique RH, fondée sur l'écoute, le dialogue social et l'accompagnement des parcours professionnels. L'évaluation conduite en 2025 par Best Places to Work s'appuie à la fois sur la perception des collaborateurs et sur une analyse approfondie des politiques et pratiques de ressources humaines. « Le classement d'ECCBC Algeria au 2e rang national, pour la deuxième année consécutive, reflète la solidité de son modèle RH, ainsi que l'attention portée au développement des compétences, au bien-être au travail et à l'engagement durable des équipes», conclut-il.

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	345,00	345,00	0,00	0,29	-15,46	6,09	10,14	19883	6 859 635,00
BANQUE DE DEVELOPPEMENT LOCAL	BDL	1 400,00	1400,00	0,00	0,00	-0,76	9,00	5,56	7119	9 966 600,00
BIOPHARM	BIO	2 501,00	NC	0,00	0,00	1,84	6,65	6,40	0	0,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 269,00	2269,00	0,00	-0,92	0,06	10,82	5,51	2155	4 889 695,00
EGH El Aurassi	AUR	360,00	NC	0,00	0,00	-7,24	4,55	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	420,00	420,00	0,00	0,00	3,97	3,97	5,00	1053	442 260,00

17 CONTRATS SIGNÉS ET PRÈS DE 7 MILLIARDS DE DOLLARS MOBILISÉS EN 2025

Sonatrach renforce ses investissements

En 2025, Sonatrach a multiplié les accords internationaux dans l'exploration, la production, la commercialisation et les services pétroliers et gaziers, totalisant 17 contrats majeurs et près de 7 milliards de dollars d'engagements d'investissement. Le contrat le plus notable reste celui conclu en octobre avec la société saoudienne Midad Energy, pour un montant de 5,4 milliards de dollars. Cette dynamique contractuelle traduit une offensive claire visant à renforcer les réserves nationales d'hydrocarbures, sécuriser les débouchés gaziers et moderniser l'outil industriel en aval.

Par Selma Rachid

Selon le bilan sectoriel établi à partir des accords annoncés durant l'année, la majorité des contrats portent sur l'exploration et la production, avec dix conventions signées dans le cadre de partenariats étrangers. Ces opérations couvrent plusieurs bassins prometteurs, notamment Berkine, Gourara et Illizi, et s'inscrivent dans la continuité des résultats de l'appel d'offres international AlgeriaBid Round 2024. Les montants engagés dans ces seuls segments d'exploration et de développement se chiffrent à plusieurs milliards de dollars, confirmant le regain d'attractivité du domaine minier algérien.
D'après la plateforme spécialisée « Attaqa.net », le plus important contrat de l'année a été conclu en octobre avec MidadEnergy pour l'exploration et le développement d'hydrocarbures dans le bassin d'Illizi. D'un montant estimé à 5,4 milliards de dollars, l'accord est structuré sous forme de partage de production sur 30 ans, extensible de dix années supplémentaires, avec une phase d'exploration de sept ans. Le partenaire prend en charge l'intégralité du financement, dont près de 288 millions de dollars consacrés aux travaux de recherche et de forage. Par son volume et sa durée, ce contrat constitue l'un des principaux leviers de la relance des investissements amont.
Toujours dans l'exploration, plusieurs accords ont été signés avec des groupes européens et asiatiques. Des consortiums associant des entreprises suisses, autrichiennes, italiennes, thaïlandaises, chinoises et qataries ont obtenu des permis sur différentes zones à travers des contrats de participation ou de partage de production. À lui seul, le contrat attribué à un partenariat mené par l'italien Eni sur le périmètre de Zemoul El Kbar représente environ 1,35 milliard de dollars d'investissements prévus, dont plus de 100 millions destinés à la phase d'exploration. D'autres protocoles ont été paraphés pour préparer de futurs contrats, notamment avec des groupes chinois et américains autour des techniques de récupération assistée et du développement de réservoirs carbonatés.
La stratégie 2025 ne s'est pas limitée à l'amont. Sonatrach a également consolidé ses positions commerciales gazières en Europe à travers plusieurs contrats de vente et d'achat. Des accords ont été conclus ou prolongés avec des énergéticiens d'Europe centrale pour l'approvisionnement en gaz naturel via le corridor algéro-italien. Ces extensions, parfois d'un an renouvelable, visent à stabiliser les flux exportés et à préserver les parts de marché dans un contexte de forte concurrence internationale. Sur le plan industriel, l'aval a aussi bénéficié d'engagements significatifs. Un contrat d'ingénierie, d'approvisionnement, de construction et de mise en service a été signé avec une société d'ingénierie chinoise pour la réalisation d'une unité d'hydrogénation et de reformage de naphta lourd dans la raffinerie d'Arzew. D'un coût d'environ 57 milliards de dinars, soit plus de 430 millions de dollars, le projet doit permettre de plus que doubler la capacité de production d'essence du site, en la portant de 550 000 à 1,2 million de tonnes par an. Cette modernisation répond à la fois aux besoins du marché interne et aux objectifs de valorisation des coupes pétrolières.
En parallèle, Sonatrach a conclu des contrats de services techniques avec des entreprises spécialisées dans l'inspection intelligente de gazoducs. Ces opérations concernent plusieurs conduites totalisant plus de 3 500 kilomètres, dont des tronçons dédiés à l'exportation. L'objectif est d'améliorer la sûreté, la surveillance et la performance du réseau de transport, maillon clé de la chaîne gazière. Des accords ont également été signés avec des partenaires asiatiques pour la commercialisation de brut, de condensats et de GPL issus de périmètres spécifiques, ainsi qu'avec des compagnies africaines pour la fourniture de GPL et de produits pétroliers. Cette diversification géographique des partenariats illustre la volonté du groupe de combiner la sécurisation des marchés traditionnels et l'ouverture vers de nouveaux débouchés.

TRANSPORT AÉRIEN

Air Algérie vise près de 10 millions de passagers en 2026

La compagnie nationale aérienne Air Algérie ambitionne de transporter près de 10 millions de passagers en 2026, en s'appuyant sur l'expansion de son réseau, notamment vers des marchés internationaux à fort potentiel, ainsi que sur une refonte approfondie de l'expérience client, a indiqué la compagnie hier dans un communiqué. Lors de son sommet annuel 2026, organisé à son siège central «Said Aït-Messaoudene», la compagnie a précisé qu'elle vise à «franchir le cap des 9,8 millions de passagers, soit un million de voyageurs supplémentaires» par rapport à 2025.
Pour atteindre cet objectif, «l'expansion du réseau, avec des visées sur les marchés internationaux à fort potentiel, sera couplée à une refonte profonde de l'expérience client».
D'après les chiffres présentés lors de ce sommet, qui avait pour thème «Réinventons l'expérience client», Air Algérie a enregistré en 2025 «une dynamique très positive», avec 8,8 millions de passagers transportés, soit une hausse de 11% par rapport à 2024.
Pour la compagnie, l'année 2025 a constitué une étape «décisie » dans son plan de développement, avec deux avancées majeures: la création de Domestic Airlines, nouvelle filiale dédiée au transport intérieur, et le lancement du processus de réception de la nouvelle flotte de gros porteurs.
Par ailleurs, Air Algérie, qui opère sa transformation vers une structure de holding, a concrétisé lundi dernier le lancement de sa filiale GO (Ground Operations), dédiée aux services au sol.
La rencontre, tenue en présence du PDG d'Air Algérie, Hamza Benhamouda, et du directeur général de l'Agence nationale de l'aviation civile (ANAC), Hassan Boulfelfel, a permis de faire le point sur les activités, d'analyser les résultats obtenus, d'échanger sur les difficultés rencontrées et de proposer les ajustements nécessaires à l'amélioration continue des performances.

R E.

TORCHAGE DU GAZ EN ALGÉRIE

En baisse de 4% en 2024

Par Zahir R.

Alors que le volume mondial de gaz brûlé en torchère a atteint un niveau record en 2024, l'Algérie affiche une évolution inverse. Selon les derniers rapports, le pays a réduit ses volumes de torchage de 4 %. Cette progression est notable, même si l'intensité de torchage par baril produit demeure une préoccupation majeure pour le secteur énergétique national.
Dans un contexte énergétique mondial marqué par une recrudescence du torchage, l'Algérie enregistre une amélioration relative de ses performances. En 2024, le pays a réduit de 4 % le volume de gaz associé brûlé, soit une économie estimée à environ 0,3 milliard de mètres cubes. Selon la plateforme spécialisée « Attaqa.net », cette évolution intervient dans un environnement régional contrasté, où l'Irak et la Libye, malgré des investissements importants, peinent encore à stabiliser leurs niveaux d'émissions liées au brûlage du gaz. Toutefois, derrière cette baisse des volumes en Algérie se profile une réalité plus nuancée liée à l'intensité du torchage. En effet, si les volumes globaux diminuent, l'intensité (c'est-à-dire la quantité de gaz brûlé par baril de pétrole extrait) a progressé d'environ 2 %, dépassant 19 m^3 par baril.
Cette hausse s'explique en grande partie par le recul de la production pétrolière nationale, estimé à 5 %, ce qui augmente mécaniquement la quantité de gaz brûlé rapportée à chaque baril produit.
Dans ce contexte, la compagnie nationale Sonatrach concentre l'essentiel des efforts de réduction. Responsable d'environ 80 % du torchage national, le groupe a réussi à faire baisser significativement les volumes brûlés sur plusieurs installations majeures. Sur huit sites principaux, les émissions ont été réduites d'environ 0,8 milliard de mètres cubes grâce à des ajustements techniques et à une meilleure valorisation des flux de gaz associés.
L'exemple le plus marquant de cette démarche se situe dans le sud-est du pays, au niveau du champ de Tin Fouyé Tabankort. Ce site a enregistré une baisse de 36 % du torchage grâce à une solution d'optimisation des infrastructures existantes. Le gaz auparavant brûlé est désormais dirigé vers une unité de traitement voisine déjà opérationnelle, ce qui permet sa récupération et son injection dans le circuit d'exportation. Cette approche transforme une perte environnementale en ressource commercialisable et constitue un modèle reproductible. Les autorités du secteur et l'opérateur national envisagent d'appliquer ce schéma à d'autres zones de production, notamment dans les bassins de Berkine et d'In Amenas. Parallèlement, des solutions complémentaires sont étudiées, comme le micro-GNL, qui permet de liquéfier et de transporter le gaz récupéré sur des sites isolés non raccordés aux réseaux de gazoducs.
À l'horizon 2030, l'objectif reste l'élimination du torchage de routine, conformément à l'initiative internationale portée par la Banque mondiale. Pour l'Algérie, l'enjeu est à la fois environnemental, afin de respecter ses engagements climatiques, énergétique, pour accroître les volumes de gaz valorisés et exportables, et économique, chaque mètre cube récupéré représentant une valeur ajoutée supplémentaire. Même si le pays figure encore parmi les plus importants brûleurs de gaz à l'échelle mondiale, la baisse enregistrée traduit une dynamique engagée. La valorisation systématique du gaz associé tend ainsi à s'imposer non seulement comme une ambition stratégique, mais comme une exigence opérationnelle durable.
Dans le cadre de ses efforts pour mieux valoriser ses ressources énergétiques, l'Algérie a défini une stratégie ambitieuse visant à réduire significativement le torchage du gaz associé d'ici la fin de la décennie. La compagnie nationale Sonatrach a intégré dans sa feuille de route climatique des objectifs précis pour ramener le taux de gaz torchés à moins de 1 % d'ici 2030. Cette stratégie s'inscrit dans l'initiative internationale « Zero Routine Flaring by 2030 », soutenue par la Banque mondiale, que l'Algérie a officiellement adoptée en s'engageant à éliminer le brûlage de routine et à réduire les émissions fugitives de méthane. Depuis 2020, les programmes de récupération des gaz associés ont déjà permis de faire reculer le taux de torchage, contribuant à une diminution mesurable des volumes brûlés.
La feuille de route prévoit également l'amélioration de l'efficacité énergétique, le développement de technologies de mesure et de gestion des émissions, ainsi que des projets de valorisation comme le complexe d'Aïn T'sila, qui transforme le gaz récupéré en produits commercialisables.
Ces mesures s'intègrent dans un cadre national plus large de réduction des émissions de gaz à effet de serre, avec pour objectif de réduire le torchage à moins de 1 % tout en respectant les engagements climatiques de l'Accord de Paris et en consolidant la position de l'Algérie en tant que fournisseur d'énergie durable.

OUM EL-BOUAGHI

Plus de 240 foyers de zones enclavées raccordés au réseau de gaz naturel

Au total, 243 foyers réparties dans des zones enclavées de la wilaya d'Oum El-Bouaghi ont été raccordées, mardi, au réseau de distribution de gaz naturel, à l'occasion de la célébration de la Journée nationale du Chahid, commémorée le 18 février de chaque année.
La mise en service des deux projets de raccordement de l'ensemble de ces foyers à travers les mechtas Lemaaz dans la commune d'Ouled Kacem (128 familles) et Dokhla dans la commune d'Ain Kercha (115 familles), a été présidée par le wali d'Oum El Bouaghi, Benabdallah Chaïb Eddour, accompagné des autorités locales.
Le coût global des deux projets, financés dans le cadre du programme de prise en charge des zones éloignées, a dépassé 68 millions DA, selon les fiches techniques et les explications présentées au wali.
Le programme de commémoration de la Journée nationale du Chahid se poursuivra mercredi dans la wilaya d'Oum El Bouaghi, avec l'inspection de plusieurs projets de développement, la mise en service d'autres à travers différentes communes, ainsi que l'hommage rendu à des membres de la famille révolutionnaire et l'organisation d'autres activités à cette occasion.

TISSEMSILT

Lancement prochain de la fabrication de pièces et accessoires automobiles

La fabrication de certaines pièces et accessoires automobiles en plastique sera entamée, prochainement, a indiqué, mardi, un communiqué de la cellule de communication et d'information de la wilaya.
La même source a précisé que la fabrication de ces pièces sera lancée au niveau d'une usine située dans la zone de Sidi-Mansour, commune de Khemisti, laquelle sera exploitée dans le cadre de la récupération des biens confisqués.
Selon le communiqué, "l'opération de récupération puis d'exploitation illustre l'engagement de l'Etat à remettre en service tous les projets confisqués, dans le cadre de la lutte contre la corruption, en application des instructions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, et leur intégration dans le processus de développement national".
Les dernières dispositions sont actuellement en cours de finalisation pour donner le signal de lancement de l'usine. Une fois entrée en production, celle-ci contribuera à couvrir une partie des besoins du marché national en ces produits essentiels à l'industrie automobile et à réduire la facture des importations, conformément à des conditions strictes reposant sur une industrialisation réelle et l'augmentation progressive du taux d'intégration, a souligné la même source.

Agence

TIZI-OUZOU

Forte affluence dans les marchés de proximité dédiés au Ramadhan

Les marchés de proximité ouverts à travers la wilaya de Tizi-Ouzou à l'occasion du mois de Ramadhan connaissent une importante affluence de citoyens attirés par la disponibilité des produits de large consommation à des prix jugés "très compétitifs", a-t-on constaté mardi.

Par APS

Pas moins de 30 marchés de proximité ont été prévus par la direction du commerce à travers le territoire de la wilaya, dont la plupart sont opérationnels. Au chef-lieu de wilaya, le marché de la gare routière, qui s'étend sur la place de la JSK, connaît une forte affluence de citoyens en cette veille du mois de Ramadhan. Ces espaces commerciaux reposant sur le principe de la vente directe "du producteur au consommateur", attirent les clients. Les stands de viandes (locales ou d'importation), de produits laitiers, de fruits et légumes, de fruits secs et d'autres produits de première nécessité (huile, sucre, semoule, farine) affichent des prix attractifs, nettement inférieurs à ceux pratiqués dans les circuits de distribution ordinaires. Dans les allées du marché de l'ancienne gare routière de Tizi-Ouzou, l'ambiance est conviviale. Entre les étals bien achalandés, les citoyens expriment leur satisfaction. "On trouve ici des produits de qualité à des prix raisonnables. Pour une famille nombreuse, la différence se fait sentir immédiatement sur le budget hebdomadaire", confie Ahmed, un retraité. Même constat chez Malika, mère de famille qui apprécie la diversité des produits. "Dans ce marché, je fais tous mes achats sur place, pas besoin de courir d'un magasin à un autre, et en plus les prix sont réduits. Ce genre d'initiative nous permet de passer un Ramadhan serein loin de la spéculation", a-t-elle dit. Parallèlement à cette dynamique commerciale, les services de la direction du commerce multiplient les sorties sur le terrain. Des brigades de contrôle ont été déployées notamment au marché de gros des fruits et légumes des "frères Chabane" et à travers les communes pour veiller au grain, a-t-on appris auprès de cette institution. La mission de ces brigades est de garantir la stabilité des prix et de veiller au respect des normes d'hygiène et de stockage particulièrement pour les produits frais et congelés, selon la même source. A noter qu'en plus de l'aspect commercial, la wilaya mise sur la sensibilisation, notamment du consommateur. Des journées et des campagnes d'information ont été organisées pour lutter contre le gaspillage alimentaire et assurer la sécurité sanitaire des aliments, pour une culture de consommation responsable durant le Ramadhan.

BOUMERDES

Adoption du plan de prévention et de lutte contre les incendies de forêt pour 2026

Le plan de prévention et de lutte contre les incendies de forêt pour l'année 2026 a été adopté et lancé, mardi à Boumerdes, avec l'installation de la commission de wilaya chargée de la protection des forêts et des cultures agricoles contre les incendies.
L'adoption de ce plan et l'installation officielle de la commission ont eu lieu sous la supervision de la wali, Fouzia Naama, lors d'une réunion du Conseil exécutif de wilaya consacrée au suivi des programmes de développement à travers les communes, en présence des directeurs des secteurs concernés et des présidents d'APC.
A cette occasion, le conservateur des forêts, Baroudi Belekhel, a souligné que le plan prévoit la mise en œuvre du dispositif organisationnel d'intervention, le renforcement des campagnes de sensibilisation, la mobilisation des moyens humains et matériels, ainsi que la réalisation de travaux préventifs et l'actualisation des systèmes de détection, d'alerte, de surveillance et d'intervention.
Le programme comprend également l'aménagement et l'ouverture de 20 km de pistes forestières, l'installation de huit (8) tours de vigie, le creusement de sept (7) tranchées pare-feu dans la forêt d'Aïn Kser à Khemis El Khechna, ainsi que l'aménagement d'une tour de surveillance dans la forêt de Bouarabi à Dellys.
Ces mesures opérationnelles, inscrites dans le cadre des travaux de la commission de wilaya, visent à renforcer la préparation et l'anticipation face aux risques d'incendie, afin de protéger le patrimoine forestier et les cultures agricoles sur l'ensemble des communes de la wilaya.
Le conservateur des forêts a, par ailleurs, présenté un exposé sur la situation du secteur et le bilan des incendies au cours des trois (3) dernières années, marquées par une baisse notable, soulignant le caractère forestier de la wilaya de Boumerdes et l'étendue de son couvert végétal sur la quasi-totalité de son territoire.

APS

EL BAYADH

Plusieurs interventions pour la maintenance du réseau électrique endommagé par les intempéries

La direction de distribution de l'électricité et du gaz Sonelgaz de la wilaya d'El Bayadh a enregistré plusieurs interventions pour la maintenance du réseau électrique, suite aux perturbations météorologiques qu'a connues, récemment, la wilaya, a-t-on appris, mardi, auprès de cet organisme.
Selon la même source, à la suite des intempéries survenues à la fin de la semaine dernière dans la wilaya d'El Bayadh, les équipes techniques de la subdivision d'électricité d'El Bayadh sont intervenues en plusieurs points, notamment au niveau du poste de transformation principal 60/30 kilovolts d'El Bayadh, afin de réparer la panne provoquée par les vents violents, lesquels ont entraîné des perturbations dans la distribution de l'électricité à plusieurs endroits.
Les équipes techniques sont également intervenues au niveau de Oued Deffa, où la chute d'un poteau électrique de moyenne tension a été enregistrée, ainsi que pour réparer une panne affectant un disjoncteur de moyenne tension sur la route de Mecheria.
Par ailleurs, l'équipe technique de la circonscription administrative d'El Abiodh Sidi Cheikh est intervenue suite à la chute d'un poteau électrique à Boussemghoun.
D'autre part, à la suite des chutes de neige, l'équipe technique d'El Bayadh est intervenue, dimanche, pour réparer les dégâts causés au réseau électrique au niveau du mont Boudragga, selon la même source.

Agence

JIJEL

4 opérations pour renforcer l'alimentation en eau potable dans 11 communes

Le secteur de l'hydraulique a bénéficié dans la wilaya de Jijel, au titre de l'exercice 2026, de 4 opérations destinées à renforcer l'alimentation en eau potable (AEP) dans 11 communes à partir de 3 barrages, a-t-on appris mardi auprès des services de la wilaya.
La première opération concerne l'étude du renforcement de l'alimentation en eau potable des communes d'El Kennar Nouchfi, Sidi Abdelaziz, Chekfa, Kaous et Emir Abdelkader à partir du barrage de Kissir, situé dans la commune d'El Aouana, selon la même source.
La deuxième opération porte, selon la même source, sur les travaux de raccordement de la partie basse des communes de Djimla et Beni Yadjis au réseau d'alimentation en eau potable à partir du barrage de Tabellout (commune de Djimla), au profit de 34 zones relevant de ces deux collectivités locales.
Quant à la troisième opération, elle concerne les travaux de la quatrième tranche du projet de raccordement de la partie basse des communes d'El Milia, Ouled Yahia Khedrouche et Sidi Maarouf au réseau d'alimentation en eau potable à partir du barrage de Boussiaba (commune d'El Milia), dont bénéficieront 20 zones de ces communes.
La quatrième opération vise, à renforcer l'alimentation en eau potable de la région d'El Arraba, dans la commune d'El Ancer.
La réception de ces opérations devrait permettre d'enregistrer une "amélioration notable" de l'alimentation en eau potable dans plusieurs régions de la wilaya, tout en assurant une meilleure couverture de nombreux villages et mechtas, a-t-on indiqué.

APS

La société, l'État et les marchés

Au cœur du débat sur le marché se trouve la dichotomie de la société et de l'économie, de la société et de la nature. L'approche standard consacre ces dichotomies, les approches institutionnalistes s'efforcent de les corriger.

1ère partie

Par DERGUINI Arezki (*)

J'opposerai dans ce texte le marché aux marchés en même temps qu'économie de marché(s) et capitalisme. J'identifierai le capitalisme au capitalisme financier. Le capitalisme sépare le marché de la société, réitère la séparation de la société et de la nature et tend à englober sociétés et natures dans le marché. Il tend à soumettre le monde à la loi de la valeur, à substituer une « société de marché » à une société avec des marchés.

Bref, il impose le marché, la fiction d'un marché abstrait qui s'autorégulerait, à des marchés concrets pour évincer la société et l'État de leur régulation et les soumettre au capital financier. Il en résulte un problème à trois corps : crises sociales, économiques et écologiques qui s'entrechoquent[1].

Les approches institutionnalistes

Des approches hétérodoxes du marché contestent l'idée d'un marché qui ne serait pas socialement, institutionnellement et politiquement construit. Elles contestent la notion standard de marché qui s'appuie sur des préférences individuelles irréductibles et un marché autorégulé. Elles insistent sur le fait que le marché est toujours façonné par des normes (éthiques, sociales, culturelles), qu'il nécessite des institutions complémentaires pour fonctionner de façon stable, légitime et efficace. Elles conçoivent le marché comme un système normatif et institutionnellement enchâssé, et non comme une sphère naturelle autorégulée. Parmi ces approches, notre attention portera sur celle de l' « économie sociale de marché » et quelques autres de l'institutionnalisme et de l'économie politique. Ces approches restent dans le cadre de la pensée occidentale, de ses débats et de ses évidences, de ses dichotomies fondamentales : nature-société, individu-société. Elles éludent leur rapport circulaire.

L'Économie sociale de marché

Aux fondements de l'Économie sociale de marché se trouve un système de pensée développé dès la fin des années 30 : l'ordolibéralisme. L'« ordolibéralisme », alliant l'ordre au libéralisme, est un néologisme allemand aux allures d'oxymore, unissant deux termes, souvent considérés, par les libéraux français, comme antinomiques. Les économistes à l'origine de cette pensée libérale allemande pensent que l'ordre n'est pas un antonyme de « liberté », mais la condition de son existence[2].

Rejetant une science économique située dans une référence exclusive à la théorie néo-classique et centrée sur la production de modélisations mathématiques, l'ordolibéralisme, en soulignant l'interdépendance des sphères culturelles, économiques, politiques et sociales, avait construit une vision globale de la société que l'on retrouve dans l'institutionnalisme[3].

Sur le plan individuel, la liberté devait être contrebalancée par la responsabilité, elle-même à la base d'un principe de subsidiarité sociale. Au couple Liberté/Égalité, devait se substituer, pour les libéraux allemands, le couple Liberté/Responsabilité. Ils rejettent l'atomisme psychologique, l'éthique de l'égoïsme et le naturalisme de la tradition libérale anglo-saxonne[4].

L'Économie sociale de Marché (Walter Eucken, Alfred Müller-Armack, Ludwig Erhard) considère que le marché libre est efficace, mais il doit être encadré par un ordre juridique et imprégné par une éthique qui garantissent la justice sociale et empêche la concentration du pouvoir. Les normes qui règlent les comportements sont la solidarité, la subsidiarité, la dignité humaine et l'équité des chances. Il suppose des institutions qui le complètent : un État fort, mais limité qui fait respecter les règles du jeu (concurrence loyale, stabilité monétaire), un système de protection sociale (sécurité sociale, négociation collective), une politique active de l'emploi et de la formation. « L'économie sociale de marché vise à concilier la liberté sur le marché avec la justice sociale. » (Müller-Armack).

Karl Polanyi

L'institutionnalisme est un courant de pensée économique qui a émergé aux États-Unis au début du XXe siècle … . Il se concentre sur la compréhension du rôle des institutions pour modeler le comportement économique, social et politique des individus. … L'École institutionnaliste comprend des héritages de l'École historique allemande. On considère parfois que les thèses institutionnalistes sont proches du substantivisme, qui est l'approche développée par Karl Polanyi[5].

Pour K. Polanyi, le marché n'est pas autonome et il ne se confond pas avec le capitalisme. Il définit l'économie comme un processus institutionnalisé de création, circulation et répartition des richesses sociales[6]. On comprend mieux Polanyi avec Fernand Braudel et sa définition du capitalisme : le système capitaliste est le système qui soumet la société, la compétition de la société marchande, au capital financier, à ses monopoles et ses superprofits. Le capitalisme ce n'est pas le capitalisme industriel de K. Marx, c'est le capital financier dominant la société. Se défaire du capitalisme n'est pas se défaire du marché, c'est soustraire la société et le marché à la domination du capital financier. Le capital financier, sommet de la société marchande, la dirige, mais ne la domine pas. Le marché est dans la société, le capitalisme veut libérer le marché de la société et le généraliser, il veut soumettre la société au marché. Il veut pouvoir tout vendre et tout acheter.

Avant le système capitaliste, la société avait des marchés. Le capitalisme veut substituer des relations marchandes à des relations non marchandes, veut transformer des sociétés avec des marchés en société de marché où la terre, le travail et la monnaie sont transformés en marchandises.

Pour que se forme une véritable économie capitaliste de marché, systématique, cohérente et d'envergure, il faut que ces trois types de biens stratégiques deviennent soumis à la logique de l'échange marchand et soient traités comme des marchandises, alors qu'ils n'en sont pas et ne peuvent pas en être. Quand le marché autorégulé est ainsi formé, désencastré du rapport social, généralisé, qu'il transforme à peu près tout en marchandises, mettant l'ensemble de la société en adéquation avec sa logique spécifique et singulière, alors la société elle-même devient une « société de marché ». Ce n'est plus l'économie qui est encastrée dans la société, mais la société qui se retrouve encastrée dans sa propre économie[7].

« L'idée d'un marché s'autorégulant était une utopie pure. Une telle institution ne pouvait exister de façon durable sans anéantir la substance humaine et naturelle de la société. »[8] La « société de marché » détruit la société et la nature en ce qu'elle détruit les relations substantives de la société qui sont la réciprocité et la redistribution, en généralisant l'échange marchand ; en transformant le travail en marchandise, elle transforme l'homme en marchandise. Elle détruit la société et la nature avec ses « externalités négatives » en ce qu'elle n'internalise pas ses effets destructeurs. La société capitaliste absorbe la société et produit des crises sociales, des populations inutiles, en substituant constamment du capital au travail. Elle absorbe la nature et produit une crise climatique par la destruction de ses équilibres et la multiplication de ses déchets toxiques.

Pour K. Polanyi, il faut « réencastrer » le marché qui s'est « désencastré » : réincorporé le marché dans la société (et la nature), marché qui s'est autonomisé et s'est incorporé la société avec la société de marché. Pratiquement, défaire la « société de marché » en société avec des marchés, soit défaire la domination du capital financier sur la société, sur les différentes formes de capitaux. Cela ne consiste donc pas à détruire le marché et la société marchande, mais à ne pas permettre à sa logique exclusive de dominer l'ensemble des rapports sociaux. Le marché est une institution parmi d'autres institutions, ce n'est pas la domination du marché sur les autres institutions qui fait sa performance, mais la complémentarité des différentes institutions, le dynamisme de l'ensemble institutionnel. L'échange, la réciprocité et la redistribution comme modes d'intégration sociale doivent préserver leurs rapports de substitution complémentaire. Ce n'est que dans le cadre et dans les limites d'une économie de marché généralisée, i.e. d'un système interdépendant de marchés autorégulés, soutient Polanyi, que les motivations de l'action humaine se réduisent aux deux seuls mobiles de la peur de mourir de faim et de l'appât du gain monétaire[9].

Geoffrey Hodgson

Hodgson est reconnu comme l'une des figures de proue de l'institutionnalisme critique moderne, qui perpétue l'esprit critique et la tradition intellectuelle des fondateurs de l'économie institutionnelle, notamment ceux de Thorstein Veblen. Selon Hodgson, les institutions constituent la matière même de la vie sociale. Dans un article de 2006, il les définit comme « les systèmes de règles sociales établies et répandues qui structurent l'interaction sociale ». Le langage, la monnaie, le droit, les systèmes de poids et mesures, les usages à table et les organisations (comme les entreprises) en sont des exemples. Les conventions, qui peuvent être intégrées au droit, peuvent également être considérées comme des institutions[10].

Hodgson considère donc les institutions comme des systèmes de règles. Selon lui, une règle est manière générale « une injonction normative socialement transmise et coutumière, ou une disposition normative immanente, qui stipule que, dans les circonstances X, il faut faire Y »[11]. Autrement dit, pour être efficace, une règle doit être ancrée dans des dispositions ou des habitudes. De simples décrets ne constituent pas nécessairement des règles en ce sens. Les habitudes et les coutumes contribuent à conférer un statut normatif à une règle juridique, ce qui peut favoriser l'application effective d'une nouvelle loi. Dans le cadre des interactions sociales, les normes évoluent constamment[12].

Ce que l'on peut traduire de la manière suivante : les règles formelles explicitent et complètent des dispositions sociales informelles quand elles ne les anticipent pas. On retrouve alors le point de vue d'Amartya SEN, sur lequel nous nous attarderons plus bas, qui souligne le fait que les préférences individuelles peuvent être agrégées en choix social si sa base informationnelle ne se réduit pas au raisonnement formel et si les comparaisons interpersonnelles ne sont pas trop strictes[13].

L'économie des Conventions

Un autre exemple d'approche institutionnaliste est celle de l'école française de l'économie des Conventions (Boltanski, Thévenot, Orléan).

(A suivre)

Notes

[1] Romaric Godin. Le problème à trois corps du capitalisme. Sur la gestion autoritaire du désastre (et les moyens de lui faire face). La Découverte. 2026.
[2] Patricia Commun. Les ordo-libéraux : histoire d'un libéralisme à l'allemande. Les Belles Lettres. Paris. 2016.
[3] Patricia Commun (dir.). L'ordolibéralisme allemand. Aux sources de l'économie sociale de marché. CIRAC. 2003
[4]Ibid.
[5] Wikipedia.
[6] Polanyi K. & Arensberg C.. Les systèmes économiques dans l'histoire et dans la théorie, Paris, Larousse, 1975 (1re éd. américaine 1957).
[7] Alain Caillé. Avec Karl Polanyi contre la société du tout marchand. Revue du MAUSS 2007/1 n° 29 La Découverte.
[8] K. Polanyi. La Grande Transformation. Aux origines politiques et économiques de notre temps. (1944) Gallimard 1983.
[9] Alain Caillé. Ibid.
[10] Hodgson, Geoffrey M. What Are Institutions? Journal of Economic Issues Volume 40, 2006. p. 2
[11] Ibid. p. 3
[12] Ibid. p. 3-4
[13] Amartya Sen. The possibility of social choice. The American Economic Review, Vol. 89, No. 3 (juin 1999), pp. 349-378

(*) Enseignant chercheur en retraite, Faculté des Sciences économiques, Université Ferhat Abbas Sétif ancien député du Front des Forces Socialistes (2012-2017), Béjaia.

CLIMAT DES AFFAIRES EN TUNISIE

Les leviers d'un rebond compétitif

Le diagnostic est sans appel : la Tunisie fait face à une urgence d'agir pour enrayer la dégradation progressive de son climat des affaires.
Cette tendance, confirmée à la fois par les données internationales que par la perception directe des entrepreneurs, est le symptôme de faiblesses structurelles profondes qui, si elles ne sont pas traitées avec rigueur, risqueraient d'éroder les fondations mêmes de sa base économique.
Les leviers d'action identifiés, à cet effet, par l'Institut Tunisien de la Compétitivité et des Etudes Quantitatives (ITCEQ) par une nouvelle étude intitulée « Analyse du climat des affaires en Tunisie : renouveau méthodologique et leviers d'action prioritaires » s'articulent autour de trois piliers interdépendants : la stabilité institutionnelle, le renforcement de la bonne gouvernance et la modernisation du dispositif d'appui aux entreprises et son alignement sur l'économie de la connaissance.
D'après l'analyse de l'institut, ces piliers sont les fondations nécessaires pour construire un environnement stable et prévisible, capable de restaurer la confiance, faire repartir l'initiative privée, libérer le potentiel sous-jacent et remettre le pays sur une trajectoire de compétitivité durable. A cette fin, il faut écouter en poursuivant le dialogue public-privé, approfondir les analyses pour comprendre et éclairer la prise de décision pour agir vite et fort.
L'amélioration du climat des affaires constitue un impératif stratégique pour la Tunisie, à même de catalyser l'investissement privé national et étranger, soutenir la croissance et stimuler la création d'emplois. Identifier et prioriser les domaines d'intervention s'avère non seulement une condition sine qua non à la promotion de l'investissement, mais aussi et surtout une nécessité pour permettre de hisser la qualité du climat des affaires au niveau des meilleures pratiques internationales dans un environnement de plus en plus concurrentiel.
Pour apprécier le climat des affaires en Tunisie, l'ITCEQ a conduit depuis l'année 2000 une enquête auprès d'un échantillon d'entreprises privées touchant les dernières années plus de 1000 entreprises et portant sur 51 items (indicateurs).
Pour tenir compte de toutes les perceptions aussi bien positives que négatives, un Indicateur de Perception du Climat des Affaires (IPCA) est calculé depuis 2007.
Mais, en tant qu'acteur de l'analyse économique et de la compétitivité, l'ITCEQ, dans le cadre de sa démarche stratégique, a cherché à étoffer sa boîte à outils analytiques afin de passer d'une analyse descriptive à une analyse basée sur des outils innovants offrant des diagnostics approfondis et permettant de formuler des recommandations opérationnelles.

R I.

EGYPTE

Le gouvernement veut intégrer 40 entreprises publiques dans son fonds souverain

Cette annonce du vice-Premier ministre est consécutive au récent remaniement et à la disparition du ministère du Secteur public des affaires qui, depuis 2016, dirigeait six sociétés holding et plus de 170 entreprises opérant dans des secteurs économiques-clés tels que les industries pétrochimiques, le textile, le tourisme et l'hôtellerie.

Par R I/Agence

Le vice-Premier ministre Hussein Issa a présenté une proposition d'intégrer d'une part 40 entreprises publiques dans le Fonds souverain et d'autre part d'en introduire temporairement en bourse 20 autres, dans la foulée du récent remaniement et de la dissolution du ministère du Secteur public des affaires, a annoncé lundi 16 février le Conseil des ministres à l'issue d'une réunion avec le premier ministre Mostafa Madbouly.
« La restructuration des autorités économiques constitue l'un des dossiers prioritaires à l'agenda du gouvernement durant la période actuelle », a affirmé le Premier ministre, qui tiendra mardi une réunion avec les dirigeants du Secteur public des affaires afin d'assurer la gestion et la continuité du travail dans les entreprises de l'Etat. Il a également insisté sur la nécessité d'accélérer les mesures visant à moderniser ces entités.
Nommé vice-Premier ministre chargé des Affaires économiques le 10 février alors que le ministère du Secteur public des affaires disparaissait, Hussein Issa a été chargé de faire un plan pour la gestion des entreprises publiques restantes.
Créé en 2016, l'ancien ministère regroupait six sociétés holding et plus de 170 entreprises opérant dans des secteurs économiques-clés tels que les industries pétrochimiques, le textile, le tourisme et l'hôtellerie. Cette décision met fin à une expérience de dix ans, initiée par l'ancien premier ministre Shérif Ismaïl, qui avait séparé le secteur public des entreprises du ministère de l'Investissement.
Le Fonds souverain d'Égypte a été créé en 2018 afin d'attirer des investissements privés et de maximiser la valeur des actifs publics non exploités. Il vise aussi à contribuer au développement économique et financier de l'Égypte par la gestion des actifs qui lui sont transférés. Son capital s'élève à environ 12,7 milliards de dollars américains, tandis que la valeur de ses actifs est estimée à près de 637 millions de dollars américains.
Le fonds occupe le 47e rang mondial et le 12e rang arabe, selon le classement établi par le Sovereign Wealth Fund Institute (SWFI). Il a également obtenu le statut de membre à part entière du Forum international des fonds souverains (IFSWF), ce qui renforce son engagement en faveur des normes internationales de gouvernance et de transparence (Principes de Santiago).

CHAMBRE DU QATAR - CHAMBRE ARABO-AMÉRICAINE

Les opportunités d'investissement examinées

La Chambre du Qatar a discuté des relations économiques et des opportunités d'investissement avec une délégation de la Chambre de commerce nationale arabo-américaine (NUSACC) lors d'une réunion qui s'est tenue à Doha.
La réunion a rassemblé le premier vice-président de la Chambre du Qatar, Mohamed bin Twar Al Kuwari, et le président-directeur général de la NUSACC, David Hamod, qui ont passé en revue les relations économiques entre le Qatar et les États-Unis et exploré les domaines potentiels de coopération en matière d'investissement entre le secteur privé qatari et son homologue américain.
S'exprimant lors de la réunion, Mr bin Twar a affirmé que le Qatar et les États-Unis entretenaient des relations solides et de longue date, notant qu'il existait de nombreuses possibilités d'élargir la coopération et les partenariats entre les entreprises des deux pays.
Il a réaffirmé le soutien de la Chambre du Qatar au renforcement des liens entre les deux communautés d'affaires et s'est félicité de l'engagement accru des entreprises américaines sur le marché qatari, en particulier dans les secteurs prometteurs.
Pour sa part, David Hamod a indiqué que le moment était propice à l'investissement aux États-Unis, notant le large éventail d'opportunités disponibles dans de nombreux secteurs.
Il s'agit notamment des silos de stockage de céréales, des centres de données, des technologies vertes, de l'agriculture, de l'immobilier et de l'industrie, entre autres.
Il a également invité les membres du conseil d'administration de la Chambre et les chefs d'entreprise qatariens à se rendre dans l'État de l'Iowa afin d'explorer directement les opportunités d'investissement et de rencontrer leurs homologues américains pour discuter des domaines potentiels de coopération et de partenariat.

Agence

MAURITANIE

Signature d'un accord de plafonnement des prix de certains produits de base

La ministre du Commerce et du Tourisme, Mme Zeinebou Mint Ahmednah, a supervisé, lundi à Nouakchott, la signature d'un accord de plafonnement les prix de certains produits de base.
L'accord, qui entre en vigueur aujourd'hui 16 février 2026 et se poursuit jusqu'au 20 mars 2026, a été signé par le secrétaire général du ministère du Commerce et du Tourisme, M. Yahya Taleb, le président de la Fédération du Commerce, M. Mahmoud Riyad, et le Chef de la section des importateurs d'oignons, de pommes de terre et de poulets, M. Souleymane Ahmedou.
L'accord vise à lutter contre la spéculation sur les prix des denrées alimentaires de base importées, à garantir leur disponibilité à des prix abordables pour les citoyens, tout en maintenant une marge bénéficiaire raisonnable pour les détaillants.
Mme la ministre a souligné que "cet accord concrétise les hautes directives de Son Excellence le Président de la République, Monsieur Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani, visant à protéger le pouvoir d'achat des citoyens et à alléger le fardeau du coût de la vie".
Elle a ajouté que "l'accord est le fruit de négociations et de sessions successives avec les différentes parties prenantes, sus la base d'une étude minutieuse de la situation des marchés national et international, et des marges bénéficiaires à tous les niveaux (gros, demi-gros et détail), appelant les citoyens à signaler tout dépassement des prix fixés et affirmant que le gouvernement suivra de près la mise en œuvre de l'accord que les services compétents du ministère veilleront à son application effective et prendront les mesures nécessaires le cas échéant.
Mint Ahmednah a indiqué que le plafonnement des prix n'empêche pas de bénéficier d'une concurrence positive qui pourrait faire baisser les prix sans dépasser les plafonds fixés, tout en luttant contre toute spéculation potentielle.

Agence

DANS LE DÉVELOPPEMENT DE L'ÉLEVAGE BOVIN

La Guinée coopérera avec le Brésil

L'Afrique de l'Ouest est la deuxième région importatrice de produits laitiers en Afrique après l'Afrique du Nord. En Guinée, comme dans certains pays de la sous-région, le gouvernement s'active pour améliorer la productivité du cheptel afin de réduire cette dépendance.

Par R I/Agence

En Guinée, le ministère de l'Élevage a annoncé le lundi 16 février avoir signé un partenariat avec la société brésilienne Rio Verde Group pour renforcer la productivité et la production animale, notamment en viande et en lait, grâce à un transfert de technologies et de compétences.

Dans un communiqué publié sur son site, ledit ministère indique que cet accord permettra d'introduire plus de 2 000 vaches de races pures brésiliennes au profit du Centre d'appui et de démonstration en élevage (CAE) de Boké, afin de stimuler le cheptel national et améliorer ses performances.

« Avec le groupe Rio Verde, il s'agira notamment d'importer des races pures du Brésil pour faire de l'insémination artificielle à travers la technologie, mais également de procéder à des transferts d'embryons et de mettre en place un laboratoire qui puisse permettre, avec les techniciens du ministère de l'Élevage, de réaliser l'ensemble de ces techniques de transfert d'embryons pour le pays », explique Félix Lamah, ministre de l'Élevage.

Il faut noter que le Brésil bénéficie d'une bonne réputation pour le potentiel génétique de ses races bovines adaptées aux élevages en milieu tropical et affiche une position dominante sur le marché mondial des produits dérivés.

Les données compilées par la FAO montrent par exemple que le pays sud-américain s'impose comme le deuxième producteur mondial de viande bovine après les USA et le premier exportateur mondial. Le Brésil est également le 5ème producteur mondial de produits laitiers après l'Inde, les USA, le Pakistan et la Chine.

Globalement, le partenariat avec Rio Verde vient concrétiser la coopération entre Conakry et Brasilia dans l'amélioration génétique du cheptel. Déjà en octobre 2025, le ministère de l'Élevage annonçait l'accompagnement de l'Agence brésilienne de coopération dans le cadre de la mise en œuvre du programme d'amélioration génétique de la race N'Dama.

Il permettra également de soutenir les efforts déployés pour améliorer la productivité du cheptel national. Ainsi, dans le cadre d'un partenariat avec la FAO, le ministère de l'Élevage avait, par exemple, lancé en novembre 2025 un programme d'insémination artificielle de 1 000 vaches dans la préfecture de Dubréka. L'objectif était alors de croiser la race locale N'Dama avec la Montbéliarde, une race française polyvalente réputée pour fournir à la fois un lait de haute qualité et une viande appréciée.

Une tendance sous-régionale

Plus largement, la coopération engagée par Conakry avec le Brésil dans l'amélioration génétique du cheptel bovin n'est pas un cas isolé en Afrique de l'Ouest. En janvier dernier, le Burkina Faso, à travers son ministère de l'Agriculture, dévoilait un programme d'importation de 710 vaches gestantes de races bovines Guzerá, Gir, Holstein et Nelore à haut potentiel pour la production laitière et de viande depuis le Brésil. L'annonce a été faite à la suite de discussions engagées en juin 2025 avec l'Institut Daniel Franco (IDF), reconnu au Brésil pour son expertise dans la sélection animale et l'élevage durable.

Un peu plus tôt, en novembre 2024, le gouvernement sénégalais annonçait aussi l'importation de 1 000 têtes de bovins de race Guzerá, à haut potentiel de viande, du Brésil dans le cadre d'un partenariat public-privé. Comme en Guinée, l'ambition affichée par ces deux pays est d'améliorer la productivité de leur cheptel à travers l'amélioration génétique, en vue d'augmenter soit l'offre locale de viande bovine, soit celle de lait.

NIGERIA

Un contrat de 400 millions $ pour accélérer l'extension de Dangote refinery

Dangote Group franchit une nouvelle étape importante dans son projet d'extension de la plus grande raffinerie d'Afrique, avec la signature d'un accord stratégique portant sur l'acquisition de matériel de construction auprès du chinois XCMG.

Le conglomérat nigérian Dangote Group a signé, lundi 16 février, un contrat d'une valeur de 400 millions de dollars portant sur l'acquisition de matériel de construction auprès du chinois XCMG Construction Machinery Co. Un deal qui s'inscrit dans le processus d'augmentation des capacités de sa raffinerie de pétrole, la plus grande d'Afrique, de 650 000 barils par jour à 1,4 million de barils par jour.

Une fois, cette extension effectuée, l'usine deviendra la plus grande raffinerie au monde, surpassant celle indienne de Jamnagar (1,24 million de barils par jour). L'accord permettra au groupe de disposer d'un large éventail de machines de dernière génération pour soutenir les projets en cours et à venir dans le raffinage, la pétrochimie, l'agriculture et les infrastructures à grande échelle.

Le matériel acquis viendra compléter les équipements déjà déployés pour le programme d'expansion. Cette stratégie est conçue pour accélérer la réalisation des travaux et assurer la mise en service complète de la raffinerie dans un horizon de trois ans. « Le matériel supplémentaire que nous acquérons dans le cadre de ce partenariat améliorera considérablement l'exécution de nos projets », a indiqué Dangote Group dans un communiqué.

Renforcement de la production pétrochimique

Au-delà du raffinage, le programme prévoit une augmentation significative de la production pétrochimique, notamment de polypropylène, qui passera de 900 000 à 2,4 millions de tonnes par an. La production d'urée au Nigeria sera triplée à 9 millions de tonnes par an, en complément de l'usine de 3 millions de tonnes en Éthiopie, ce qui positionnera le groupe comme le premier producteur mondial de ce fertilisant.

La capacité de production d'alkylbenzènes linéaires, matières premières essentielles pour les détergents, sera, elle, portée à 400 000 tonnes par an, faisant de Dangote le principal fournisseur sur le continent africain. Une augmentation de la capacité de production d'huiles de base complète également le programme.

Dangote considère cet investissement comme stratégique, car il permet au groupe de renforcer sa présence dans le secteur de la construction et d'avancer vers l'objectif de bâtir une entreprise évaluée à 100 milliards de dollars d'ici 2030. Le milliardaire nigérian Aliko Dangote, propriétaire du groupe, a indiqué que le projet permettra de réduire fortement la dépendance du Nigeria aux importations de carburants raffinés, tout en transformant le pays en hub régional capable d'exporter des produits raffinés vers d'autres marchés africains et internationaux.

Synthèse R I.

CÔTE D'IVOIRE

Un projet de 90 millions $ lancé pour réduire les pertes post-récolte

En Côte d'Ivoire, le secteur agricole contribue à hauteur de 15 % au PIB et emploie environ 46 % de la population active. Comme dans la majorité des pays d'Afrique, la gestion des pertes post-récolte constitue un défi permanent qui affecte la sécurité alimentaire et les revenus des agriculteurs.

L'Union des sociétés coopératives agricoles de Côte d'Ivoire (USCOCI-COOP-CA) a donné le 14 février dernier, le coup d'envoi d'un projet de construction de 80 entrepôts agricoles sur toute l'étendue du territoire ivoirien.

D'un coût total de 50 milliards de francs CFA (90,3 millions $), cette initiative est financée par un consortium financier international, nommé Rascom, basé au Cap en Afrique du Sud et d'origine australienne.

Selon les informations relayées par l'Agence ivoirienne de presse (AIP), le premier entrepôt, d'une capacité totale de 9 000 tonnes, sera implanté sur un site de deux hectares situé à Toutoubré, près de Gagnoa. Il est principalement dédié au stockage et au traitement du cacao, du café, de l'anacarde et des cultures vivrières.

« Ces entrepôts permettront à la coopérative de mobiliser des financements pour acheter les productions de ses membres, les stocker dans de meilleures conditions et limiter ainsi les pertes post-récolte. L'objectif est d'améliorer la conservation, la valorisation et la commercialisation des produits agricoles », a déclaré Gomé Gnohité Hilaire, Directeur général de l'USCOCI-COOP-CA, qui regroupe 157 coopératives et 70 000 producteurs à travers le pays.

Plus largement, cet investissement vient accompagner les efforts déjà menés par le gouvernement et ses partenaires pour réduire les pertes post-récolte dans le pays. En mars 2024, par exemple, les autorités avaient conclu un accord avec la firme canadienne O5 Technologies pour réduire les pertes post-récolte dans le pays. Ce projet, d'un coût total de 178 millions $, prévoit la mise en place de plateformes logistiques intelligentes alimentées par des énergies renouvelables.

En Afrique subsaharienne, les pertes post-récolte sont estimées à environ 20 % pour les céréales, 40 à 50 % pour les plantes racines, les fruits et les légumes, 27 % pour les oléagineux, la viande et le lait, et 33 % pour le poisson, selon les estimations de la FAO. Ces pertes n'affectent pas seulement la quantité, mais aussi la qualité, ce qui se traduit par une baisse de la valeur nutritionnelle, des risques sanitaires liés à la consommation d'aliments, et des pertes économiques lorsque le produit ne trouve pas de débouchés ou devient moins attractif pour les clients.

R.I

BOURSE ZURICH

Ouverture attendue dans le vert

La Bourse suisse se dirigeait vers une ouverture positive mercredi, dans la lignée de sa clôture la veille. A l'étranger, les marchés étaient dominés par les craintes autour des investissements massifs dans le secteur de l'intelligence artificielle (IA). L'inflation en Grande-Bretagne, plusieurs statistiques sur l'immobilier américain et les Minutes de la Fed sont à l'ordre du jour.

"Les marchés européens devraient ouvrir en hausse dans le sillage du rebond de Wall Street qui avait pourtant débuté la séance sous de mauvais auspices. Le retour de l'attrait des investisseurs pour les valeurs technologiques ne doit pas faire oublier que la tendance peut s'inverser assez rapidement, notamment après la publication des Minutes de la Fed ce soir", explique John Plassard, responsable de la stratégie d'investissement chez Cité Gestion.
L'inflation a fortement reculé en janvier au Royaume-Uni, à 3% sur un an, une baisse qui était anticipée mais apparaît comme une bonne nouvelle pour le gouvernement travailliste.
Vert généralisé
A 08h10, le pré-SMI concocté par Julius Bär prenait 0,20% à 13'780,00 points, avec l'ensemble des valeurs vedettes vêtues de vert.
En tête de classement, Amrize avançait de 2,4%, suivi de Logitech (+0,2%) et Richemont (+0,1%).
Pour les poids lourds, le bon Roche, UBS, Nestlé et Novartis augmentaient de concert (+0,1%).
Le fabricant d'implants dentaires Straumann (+0,3%) a dévoilé pour l'exercice 2025 un bénéfice et une rentabilité en baisse. Le groupe bâlois confirme ses prévisions pour 2026, même si les conditions de marché devraient rester volatiles.
Sandoz (+0,6%) a indiqué avoir obtenu un feu vert de l'Agence fédérale américaine du médicament, la Food and Drug Administration (FDA), approuvant l'extension de l'indication d'Enzeevu (aflibercept-abzv) pour plusieurs maladies de la rétine.
Sur le marché élargi, l'industriel schaffhousois Georg Fischer (+0,1%) propose d'élire au conseil d'administration Christopher Guerin, qui a dirigé le spécialiste français des câbles pour l'électrification Nexans jusqu'en octobre 2025.
L'opérateur de télécommunications Sunrise (+1,1%) a vu ses recettes globales légèrement décélérer l'année dernière. Au titre de l'exercice écoulé conseil d'administration proposera néanmoins à ses actionnaires un dividende en hausse, de 3,42 francs suisses par action de classe A contre 3,33 franc un an plus tôt, et de 0,34 par action de classe B contre 0,33 franc.

Zonebourse

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

بنك الجزائر
BANK OF ALGERIA

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN
Cours du : 18 Février 2026
Valeur : 20 Février 2026

BASE	DEVISES		COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR	129.6531	129.6681
1	EUR	EURO	153.4444	153.4881
1	GBP	POUND STERLING	175.8485	175.9166
100	JPY	JAPANESE YEN	84.3766	84.3919
1	CNY	CHINESE YUAN	18.7650	18.7707
1	CHF	SWISS FRANC	168.0533	168.1599
1	CAD	CANADIAN DOLLAR	94.9005	94.9324
1	DKK	DANISH KRONE	20.5375	20.5431
1	SEK	SWEDISH KRONA	14.4340	14.4380
1	NOK	NORWEGIAN KRONE	13.5859	13.6069
1	AED	UAE DIRHAM	35.2961	35.3059
1	SAR	SAUDI RIYAL	34.5705	34.5763
1	KWD	KUWAITI DINAR	424.5354	424.7236
1	TND	TUNISIAN DINAR	44.6162	45.0646
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM	14.1924	14.1940
1	LYD	LIBYAN DINAR	20.5102	20.6156
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA	3.2585	3.2687
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS	178.6040	178.6040

POINT-MARCHÉS

Les Bourses mondiales évoluent de manière prudente

Les marchés mondiaux ont évolué prudemment mardi, toujours en proie aux craintes autour de l'intelligence artificielle (IA) et dans l'attente de nouveaux indicateurs économiques.
En Europe, la Bourse de Paris a terminé en hausse de 0,54%, Francfort de 0,80%, Londres de 0,79% et Milan de 0,76%.
A Wall Street, le Dow Jones a clôturé proche de l'équilibre (+0,07%), l'indice Nasdaq a grappillé 0,14% et l'indice élargi S&P 500 a glané 0,10%.
En début de séance, les inquiétudes quant aux valorisations élevées du secteur technologique ont plombé les cours.
Les investisseurs doutent de la rentabilité des dépenses colossales des groupes de la tech dans l'IA, qu'ils financent de plus en plus en s'endettant, quand auparavant ils utilisaient leur propre trésorerie.
Dans le même temps, ils s'inquiètent des conséquences de l'IA sur le modèle économique de nombreuses activités, celui des logiciels particulièrement, qui a connu de fortes déconvenues sur les marchés ces dernières semaines.
Les places boursières attendent désormais le compte-rendu ("minutes") de la dernière réunion du comité monétaire de la Réserve fédérale américaine (FOMC) de janvier, qui doit être publié mercredi.
Sont ensuite attendus vendredi l'indice d'inflation PCE pour le mois de décembre, ainsi que de nouvelles données sur la croissance aux Etats-Unis.
Des taux plus bas sont généralement de bon augure pour les marchés, qui y voit la possibilité de bénéfices d'entreprises plus importants.
Vers 21H45 GMT, la devise britannique cédait 0,45% par rapport au billet vert, à 1,3567 dollar pour une livre.
Le taux de chômage a progressé au Royaume-Uni sur les trois mois achevés en décembre, à 5,2%, selon les chiffres officiels publiés mardi, là où le consensus des analystes sondés par Bloomberg pensait qu'il stagnerait à 5,1%.
Un marché de l'emploi à la peine incite la banque centrale britannique à stimuler l'activité en abaissant son taux directeur. Une politique monétaire accommodante est de nature à miner une devise.

APS

BOURSE DE NEW YORK

Wall Street termine en légère hausse

La Bourse de New York a terminé en petite hausse mardi, au lendemain d'un jour férié, les investisseurs navigants à vue dans une séance pauvre en indicateurs économiques et en actualités d'entreprises.
Le Dow Jones a clôturé proche de l'équilibre (+0,07%), l'indice Nasdaq a grappillé 0,14% et l'indice élargi S&P 500 a glané 0,10%. La place américaine attend désormais le compte-rendu ("minutes") de la dernière réunion du comité monétaire de la Réserve fédérale américaine (FOMC) de janvier, qui doit être publié mercredi.
Sont ensuite attendus vendredi l'indice d'inflation PCE pour le mois de décembre, ainsi que de nouvelles données sur la croissance aux Etats-Unis.
Des taux plus bas sont généralement de bon augure pour Wall Street, qui y voit la possibilité de bénéfices d'entreprises plus importants. Sur le marché obligataire, le rendement à échéance dix ans des emprunts de l'Etat américain se tendait très légèrement par rapport à la fermeture vendredi, à 4,06% vers 21H30 GMT contre 4,05%.

APS

ASIE

Les bourses asiatiques sans élan

Les marchés d'Asie restaient sans élan mercredi alors que se prolongent les congés du Nouvel an lunaire dans une partie de la région, l'or et le pétrole faisant eux-mêmes du surplace faute d'investisseurs.
A la Bourse de Tokyo vers 02H00 GMT, l'indice vedette Nikkei gagnait 1,01% à 57.143 points, et l'indice élargi Topix 1,40% à 3.814 points.
La Bourse de Sydney prenait 0,25%, Séoul et les places chinoises étaient fermées.
La place tokyoïte rebondissait après l'annonce par l'administration Trump des premiers investissements japonais s'inscrivant dans le cadre de l'accord commercial signé entre Tokyo et Washington, pour un montant de 36 milliards de dollars.
Dans l'immédiat, les investisseurs savouraient la publication de chiffres gouvernementaux montrant un bond de quelque 16%, plus fort qu'attendu, des exportations japonaises en janvier --une embellie qui portait les titres des firmes exportatrices.
Enfin, le conglomérat MHI bondissait de 3,48% après des informations du quotidien Asahi selon lesquelles Tokyo pourrait assouplir les règles sur l'exportation d'armements à l'étranger.
La monnaie japonaise, elle, cédait 0,11% à 153,47 yens pour un dollar, dans un marché suspendu aux orientations budgétaires du nouveau gouvernement Takaichi.
Le Fonds monétaire international (FMI) a ainsi estimé mercredi que Tokyo devrait s'abstenir de réduire la taxe sur la consommation afin d'éviter d'aggraver les risques budgétaires.
L'or ne bougeait guère, progressant d'un petit 0,2% à 4.890 dollars l'once vers 02H00 GMT.
L'argent cédait 0,13% à 73,46 dollars l'once.
Le marché pétrolier faisait pour sa part preuve de prudence, après avoir reculé mardi face aux incertitudes géopolitiques.
Vers 02H00 GMT, le baril de WTI nord-américain cédait 0,05% à 62,30 dollars, et celui de Brent de la mer du Nord était stable à 67,42 dollars.

APS

ESPAGNE

La dette publique a de nouveau reculé

Pourtant sans nouveau budget depuis 2023, l'Espagne a continué d'enregistrer une croissance soutenue ces dernières années. Sa dette qui avait atteint un pic de 124,2% du PIB en mars 2021 s'élève désormais à 100,8% du PIB. La dette publique de l'Espagne a de nouveau reculé l'an dernier pour s'établir à 100,8% du Produit intérieur brut (PIB) fin décembre, contre 101,7% un an plus tôt, grâce à la forte croissance économique enregistrée par le pays, a annoncé ce mardi la Banque d'Espagne.

Par Rédaction internationale

Malgré une nette tendance à la baisse depuis la reprise économique post-Covid, la dette publique de l'Espagne demeure l'une des plus élevées de l'Union européenne, avec notamment la Grèce (149%), l'Italie (137%) et la France (117%), selon Eurostat. Selon la banque centrale espagnole, la dette de l'ensemble des administrations publiques espagnoles, mesurée selon les critères de Maastricht, s'est établie au total à 1.699 milliards d'euros fin décembre.

En valeur absolue, ce niveau est supérieur de 4,8% à celui de la fin de l'année 2024. Mais rapportée au PIB espagnol, elle a reculé de 0,9 point de pourcentage, pour atteindre 100,8%, précise l'organisme monétaire. Son reflux s'explique principalement par la forte croissance économique du pays, qui a atteint 2,8% en 2025, selon l'Institut national de la statistique (INE), soit près du double de celle de la zone euro (1,5%).

Cette dynamique, largement insufflée par la croissance des dépenses des ménages et le secteur du tourisme, a permis de stimuler les recettes fiscales, alors même que l'Espagne n'a toujours pas voté de nouveau budget depuis 2023, en l'absence de majorité au Parlement, qui demeure très fragmenté. La dette publique espagnole avait atteint un pic de 124,2% du PIB en mars 2021 en raison des dépenses engagées pour soutenir l'activité économique face à la crise du Covid-19. Elle n'a cessé depuis de reculer, malgré la flambée des prix engendrée par les conséquences de l'invasion russe de l'Ukraine en février 2022. En 2024, la dette publique espagnole s'était établie à 101,7% du PIB, après 105,2% fin 2023.

En vertu du pacte de stabilité européen, la dette publique des États membres doit rester en théorie inférieure ou égale à 60% du PIB et le déficit public ne doit pas dépasser 3% du PIB.

Le Parlement européen et les États membres de l'UE ont toutefois introduit une réforme après la crise du Covid permettant plus de flexibilité vis-à-vis de ces règles, jugées obsolètes et dans les faits peu respectées. La Banque d'Espagne table sur un déficit public de 2,1% du PIB en 2026, contre 2,5% en 2025.

ÉQUILIBRE BUDGÉTAIRE ET RÉDUCTION DE LA DETTE PUBLIQUE

Le Portugal affirme que les efforts sont limités

Le Portugal fera tout son possible pour maintenir l'équilibre budgétaire et réduire la dette publique, mais ses efforts risquent d'être limités par l'impact économique des tempêtes dévastatrices, a déclaré lundi le ministre des Finances, Joaquim Miranda Sarmento.

Le ministre a indiqué aux journalistes, à son arrivée à une réunion de l'Eurogroupe à Bruxelles, qu'il faudrait plusieurs semaines pour évaluer les dégâts causés aux habitations, usines et infrastructures. « Il est très important d'aider ces personnes et entreprises avec une aide d'urgence et la reconstruction », a-t-il souligné. « Nous ferons tout pour maintenir l'équilibre budgétaire et continuer à réduire la dette publique. »

Le gouvernement avait initialement estimé à plus de 4 milliards d'euros (4,74 milliards de dollars) le coût direct de la reconstruction et a débloqué 2,5 milliards d'euros en prêts et incitations pour aider à la reconstruction après le passage de la tempête Kristin il y a trois semaines. Le pays a ensuite été frappé par de nouveaux fronts météorologiques jusqu'à samedi.

Le gouvernement prévoit que l'excédent budgétaire se réduira, passant d'environ 0,3 % du PIB en 2025 à 0,1 % cette année. Cela marquerait la quatrième année consécutive d'excédents pour le Portugal, une performance relativement rare parmi les économies de la zone euro.

Miranda Sarmento a précisé que 2026 s'annonçait déjà comme une « année très difficile » car 2,5 milliards d'euros de prêts issus des fonds de relance européens pèseront sur le budget en tant que dépenses, contrairement à l'année dernière où seuls des subventions avaient été utilisées, réduisant ainsi la marge de manœuvre budgétaire du gouvernement.

Le gouvernement prévoit que le ratio de dette publique tombera à 87,8 % du PIB cette année, contre 90 % l'année dernière.

Avant les tempêtes, le gouvernement prévoyait une croissance économique de 2,3 % cette année, après une expansion de 1,9 % en 2025.

R I.

ALLEMAGNE

L'économie devrait croître de 1% en 2026, selon la dihk

L'économie allemande devrait connaître une croissance de 1,0% cette année, après une précédente prévision de 0,7%, mais une année de réformes est nécessaire pour parvenir à une reprise durable, a déclaré mardi la Chambre de commerce et d'industrie allemande (DIHK). "C'est trop peu ; nos concurrents sont plus dynamiques", a déclaré Helena Melnikov, directrice générale de la DIHK. La principale économie européenne peine toujours à redresser la barre, l'incertitude géopolitique, les coûts d'exploitation élevés et la faiblesse de la demande intérieure pesant sur les entreprises. La croissance prévue pour 2026 repose principalement sur des effets statistiques et calendaires. L'indice du climat des affaires de la DIHK, basé sur les réponses d'environ 26.000 entreprises de tous les secteurs et de toutes les régions, a légèrement augmenté pour atteindre 95,9 points, mais reste bien en deçà de sa moyenne à long terme de 110."Avec le frein à main enclenché, nous ne sortirons pas de la vallée", a déclaré Helena Melnikov, appelant à des réformes plus rapides pour réduire la bureaucratie et diminuer les coûts de main-d'œuvre et d'énergie. Selon le sondage de la DIHK, les entreprises ont cité la faiblesse de la demande intérieure (59%), la hausse des coûts de main-d'oeuvre (59%), l'incertitude des politiques économiques (58%) et les prix élevés de l'énergie et des matières premières (48%) comme principaux risques. Les projets d'investissement sont restés modérés, avec 23% des entreprises interrogées déclarant avoir l'intention d'augmenter leurs investissements, tandis que 31% prévoient de les réduire.

Agence

AUTRICHE

L'inflation se normalise à 2% sur un an

Le taux d'inflation en janvier a décéléré à 2% en glissement annuel en Autriche, selon les premières estimations publiées mercredi, après des hausses de prix supérieures à la moyenne de la zone euro qui amplifiaient le mécontentement.

"La seule baisse des prix de l'énergie de 4,9% a réduit le taux d'inflation de 1,2 point de pourcentage par rapport à décembre 2025", selon l'institut Statistik Austria.

Depuis 2021, la forte inflation déstabilise le pays industriel exportateur. Elle restait encore élevée en 2025, à 3,6%, malgré un ralentissement par rapport aux pics précédents.

A titre de comparaison, les données d'Eurostat montrent que l'inflation relevée en zone euro n'était que de 1,9% sur un an en décembre 2025, soit près de deux fois moins que celle observée en Autriche qui en est membre.

En juillet, le Fonds monétaire international (FMI) avait expliqué dans un communiqué que la hausse des prix restait "élevée dans le secteur des services" et subissait "l'expiration des mesures d'allègement des prix de l'énergie". L'économie autrichienne a accusé le coup, après la fin des importations de gaz russe bon marché dans l'Union européenne et le FMI craignait une "fragilisation" de sa compétitivité, faute de "convergence de l'inflation", pointant des hausses de salaires dépassant la moyenne de la zone euro.Mais les mesures de consolidation budgétaire à court terme prises par le gouvernement ont contribué à réduire les pressions inflationnistes, selon le FMI.

Le parti conservateur au pouvoir ÖVP s'est félicité de ce résultat, les attribuant aux "accords salariaux de l'année passée".

La coalition au pouvoir, formée de l'ÖVP, du parti social-démocrate SPÖ et des libéraux de Neos pour empêcher l'extrême droite d'arriver au pouvoir, est sous pression en raison de l'inflation.

Agence

"PAS DE PÉDALES, NI DE VOLANT"

Elon Musk fait une annonce détonante sur le Cybercab

Tesla va-t-elle tenir sa deadline ? Cela semble de plus en plus plausible : Elon Musk persiste et signe, confirmant que le début de la production du Cybercab est prévu cette année.

En 2024, le constructeur de véhicules électriques organisait l'événement « We, Robot » dans le but de mettre en avant ses nouveaux efforts dans la robotique et la conduite autonome. Parmi les différents produits présentés, c'est bel et bien le Cybercab qui s'était démarqué. Sans pédale ni volant, ce véhicule incarne la vision la plus radicale de Tesla : un robotaxi entièrement autonome, pensé pour fonctionner sans intervention humaine et réduire drastiquement les coûts du transport urbain. À l'époque déjà, Elon Musk prévoyait une production pour 2026. Et il n'a pas changé son fusil d'épaule. Ce 16 février, le milliardaire a réaffirmé dans une publication sur X.com qu'elle débuterait dès le mois d'avril.

Un rythme de production lent au départ

C'est la troisième fois en trois mois qu'il mentionne cette date : ce fut aussi le cas en décembre, ainsi que le 23 janvier dernier. Récemment, Musk a également cherché à tempérer les attentes autour du lancement industriel du Cybercab, rappelant que les premiers mois seront très progressifs. Sa montée en cadence sera « en courbe en S », un schéma classique dans l'industrie : les débuts sont lents, puis la production accélère fortement une fois les chaînes parfaitement rodées. « La vitesse de montée en cadence est inversement proportionnelle au nombre de nouvelles pièces et d'étapes. Pour le Cybercab et Optimus, presque tout est nouveau, donc le rythme de production au début sera terriblement lent, mais finira par devenir incroyablement rapide », a-t-il précisé.

Un procédé inédit, selon Musk

Reste à voir si cette promesse sera effectivement respectée. Car ce n'est plus un secret pour personne, l'entrepreneur a pour habitude de faire des prédictions très optimistes sur le lancement de ses nouveaux produits. Les personnes qui ont déjà commandé un Tesla Roadster peuvent d'ailleurs en témoigner. Pour rappel, Tesla opère des taxis autonomes dans les rues d'Austin, au Texas, depuis le mois de juin 2025. Si l'entreprise est encore loin derrière sa concurrente Waymo, Elon Musk se prépare déjà à un lancement dans d'autres villes des États-Unis. Pour l'heure, ce sont des Model Y qui opèrent les trajets.
Elon Musk affirme que le Cybercab sera produit selon un système industriel inédit, davantage inspiré de l'électronique grand public que de l'automobile. Son objectif est incroyablement ambitieux : un véhicule assemblé toutes… les dix secondes !

L'UE dit stop : l'IA bannie des outils de travail du Parlement

Nouveau tour de vis à Bruxelles : le Parlement européen a décidé de désactiver plusieurs fonctions d'intelligence artificielle (IA) sur les appareils professionnels des eurodéputés et de leurs équipes. Une mesure révélatrice de l'inquiétude grandissante face à ces outils.
Ces dernières années, dans un contexte de tensions géopolitiques exacerbées, les décideurs européens ont ciblé les technologies étrangères, appelant notamment à réduire la dépendance aux solutions de Microsoft au profit d'alternative locales. De même, l'application TikTok a été bannie des appareils professionnels de la Commission pour des raisons de sécurité. C'est désormais l'IA qui est visée, révèle Politico.

Quelles IA concernées ?

Ainsi, le Parlement européen a décidé de désactiver plusieurs fonctions IA intégrées aux appareils professionnels utilisés par les eurodéputés et leurs collaborateurs, qu'il s'agisse de smartphones ou de tablettes. Si on ignore quels systèmes ou marques sont concernés, cette décision vise surtout les assistants virtuels, de rédaction et de résumé, ainsi que les outils capables d'analyser automatiquement le contenu.
« Certaines de ces fonctionnalités utilisent des services cloud pour effectuer des tâches qui pourraient être gérées localement, envoyant ainsi des données hors de l'appareil », peut-on lire dans un e-mail du service d'assistance technique du Parlement, consulté par le média. Tant que « l'étendue totale des données partagées avec les prestataires de services est toujours en cours d'évaluation », l'institution juge plus prudent de les maintenir ces fonctions désactivées.
Les applications essentielles comme la messagerie, le calendrier, les documents ou les outils de travail quotidiens ne sont toutefois pas affectées par cette décision. À noter que les membres du Parlement sont aussi invités à redoubler de vigilance sur leurs appareils personnels utilisés dans un cadre professionnel.

Une technologie de plus en plus dans le viseur

Restreindre l'usage de l'IA sur des équipements officiels n'est pas inédit. Plusieurs pays ont déjà interdit certains outils jugés sensibles sur leurs appareils publics : l'exemple le plus marquant reste celui de DeepSeek, bloqué l'an dernier sur du matériel gouvernemental à Taïwan, aux États-Unis ou encore en Australie et en Corée du Sud pour des raisons de sécurité nationale. Des inquiétudes qui peuvent se justifier. L'été dernier, le directeur par intérim de la Cybersecurity and Infrastructure Security Agency (CISA), Madhu Gottumukkala, a lui-même déclenché une polémique après avoir transmis des documents sensibles via la version publique de ChatGPT. L'incident, détecté par les systèmes internes de cybersécurité, a conduit à une enquête fédérale.

Brèves

Palo Alto Networks rachète Koi pour 400 M$

Palo Alto Networks a mis la main sur la start-up israélienne Koi pour 400 millions de dollars. Créée en 2024 par des anciens de l'accélérateur 8200 des services secrets israéliens, cette dernière a développé une plateforme, Supply Chain Gateway, qui propose une variété de fonctions incluant l'analyse des risques en temps réel, l'application automatique des politiques et le blocage proactif des codes dangereux. Koi a réussi à lever 48 millions de dollars dont 38 M$ lors d'un tour (serie A) en septembre dernier. Il s'agit de la quatrième acquisition de Palo Alto Networks au cours de l'année écoulée, après CyberArk (25 milliards de dollars), Chronosphere (3,35 milliards de dollars) et Protect AI (500 millions de dollars).

Cohere lance ses modèles ouverts

Le fournisseur IA a annoncé une gamme de modèles prenant en charge plus de 70 langues dont le code est accessible à tous et peut être utilisé et modifié librement. Dénommés Tiny Aya, ces modèles peuvent tourner sur des ordinateurs portables en local. Le modèle de base contient 3,35 milliards de paramètres. A noter aussi une version TinyAya-Global destinée aux applications qui nécessitent une prise en charge linguistique étendue. Des variantes régionales complètent la gamme : TinyAya-Earth pour les langues africaines, TinyAya-Fire pour les langues sud-asiatiques et TinyAya-Water pour l'Asie-Pacifique, l'Asie occidentale et l'Europe.

Jailbreaker le logiciel du F35 ?

L'avion de chasse américain pourrait être hacké afin de télécharger des mises à jour non officielles. Le secrétaire d'État à la Défense des Pays-Bas, Gijs Tuinman, a expliqué : « Si vous souhaitez faire la mise à jour [du F-35], je vais dire quelque chose que je ne devrais jamais dire mais je le fais quand même : vous pouvez débrider un F-35 comme un iPhone ». Un exercice cependant compliqué selon notre confrère Opex360. En effet, l'accès au code du logiciel n'est pour l'instant autorisé que pour l'Angleterre et Israël dans le cadre de programme partenaire. De plus, le jailbreak pourrait entraîner des dysfonctionnements et se priver de mises à jour. Cette annonce intervient alors que de nombreux commentaires portent sur l'existence d'un possible kill switch au sein de l'avion américain.

IL RESTE EN DESSOUS DES 20 000 €

Le Dacia Duster GPL adopte un moteur plus puissant de 120 ch

Dacia et le GPL, c'est une histoire qui marche. En France, plus de 300 000 véhicules dotés d'une double carburation ont été vendus depuis 2010. Aujourd'hui, fort de cet engouement, le Duster hérite d'une nouvelle motorisation de 120 ch, tout en étant vendu moins de 20 000 €.

Vendue à un tarif d'accès de 19 990 €, cette version Eco-G 120 ch est LA plus accessible de toute la gamme Duster, mais aussi la plus intéressante sur le plan financier en raison du coût du GPL nettement inférieur à ceux des autres carburants. Ainsi, le litre de GPL est affiché en moyenne 0,965 € contre 1,81 € pour le SP98 et 1,70 € le SP95 E10. Une sacrée différence, qui explique qu'en 2025, plus d'un client Dacia sur trois ont été séduits par un modèle GPL. Ce constat n'est pas une surprise puisque le carburant GPL par son cout d'utilisation réduit fait écho à la marque Dacia qui s'est fait connaître par ses prix de vente nettement plus accessibles que ses concurrents.

Si certaines marques, on choisit l'E85, ce n'est pas le cas de Dacia qui a opté depuis 15 ans pour la bicarburation essence/GPL. Aujourd'hui, toute la gamme, mis à part la Spring bien évidemment, qui est électrique, peut recevoir un moteur à double carburation. Pour le Duster, la version GPL presque un quart des ventes.

Installé directement en usine, ce dispositif, contrairement à des équipements de deuxième monte, n'est pas trop impactant au niveau des aspects pratiques puisque le réservoir GPL est situé sous le plancher du coffre, à la place de la roue de secours. Impossible donc d'en avoir une, ce qui peut se révéler pénalisant pour certains clients. La capacité du réservoir d'essence reste inchangée avec 50 litres, même contenance pour le réservoir de GPL, doit quoi autoriser une autonomie cumulée de 1 560 km. Le volume de coffre demeure identique aux autres versions avec 517 litres. Statu quo également concernant l'habitabilité arrière qui demeure toujours aussi bonne.

Plus de tonicité sur la route

Remplaçant l'ancien Eco-G, cette nouvelle génération est donc, comme son nom l'indique, plus puissante que la précédente avec le 1.2 l 120 ch, qui remplace le 1.0 100 ch. Le couple progresse aussi avec 197 Nm contre 170 Nm auparavant. Mais surtout, cette motorisation est disponible pour la première fois en boîte mécanique et automatique.

À l'usage, les différences avec la précédente génération sont relativement discrètes.

Il faut toutefois signaler que logiquement les performances sont en progrès avec notamment un 0 à 100 km/h abattu désormais en 11s contre 13,2s auparavant. Le Duster n'est toujours pas un foudre de guerre, mais les choses s'améliorent donc un peu. Le 3 cylindres se montrent toujours toniques, notamment dans les bas régimes et l'étagement plutôt court des premiers rapports de la boîte de vitesses renforcent cette impression. Dommage que le guidage de celle-ci soit un peu trop ample, ce qui nuit à l'agrément. C'est finalement dans les montées ou lorsque le Duster est chargé qu'il nous a semblé un peu juste, obligeant ainsi le conducteur à rétrograder. Il faudra aussi composer avec un mal classique pour les trois cylindres, à savoir une sonorité un peu trop présente, spécialement lors des phases d'accélération.

Le conducteur a toujours le choix entre un fonctionnement en essence ou en GPL. Le choix s'effectue par l'intermédiaire d'un bouton implanté sur le côté gauche de la planche de bord. L'instrumentation numérique de 7 pouces permet d'afficher les deux modes de fonctionnement, mais surtout les deux jauges et les consommations distinctes, ce qui s'avère très pratique pour l'utilisateur.

La planche de bord massive et horizontale se compose aussi d'un écran multimédia de 10,1 pouces. La présentation est agréable, même si la majorité des plastiques sont durs.

Consommation et économies à l'usage

Venons-en aux nerfs de la guerre, à savoir le cout de fonctionnement. Sur notre essai, nous avons relevé une moyenne de 7,3 l/100 km en essence et 9,3 l/100 en GPL, une surconsommation classique pour le GPL, qui est compensée largement par la différence du prix au litre, moitié moins cher.

OPEL ZAFIRA

Voici un nouveau moteur Diesel

"À la demande des clients", Opel continue d'investir dans les moteurs Diesel pour voitures particulières. Car l'autonomie réelle constitue toujours un argument important pour le consommateur lambda.

Bonne nouvelle, l'Opel Zafira se dote d'un nouveau moteur Diesel. Enfin, nouveau... Il s'agit plutôt d'une mise à jour importante du moteur Diesel actuel, destinée à mettre ce dzernier en conformité avec la législation plus stricte en matière d'émissions. La cylindrée passe de 2 à 2,2 litres, mais le bloc accouplé à une boîte automatique à huit rapports conserve sa puissance de 180 ch.

L'Opel Zafira 2.2 Turbo D offre cependant des reprises plus vigoureuses grâce à un couple porté à 430 Nm. Mais ne vous attendez pas à des performances fulgurantes avec un sprint de 0 à 100 km/h qui nécessite toujours 10,6 s.

Les modifications apportées à l'injection directe et à la recirculation des gaz d'échappement permettent toutefois de réduire les émissions de CO2, avec un gain de 13 % par rapport au Zafira équipé de l'"ancien" Diesel à l'avant.

Le Diesel plutôt que l'électrique

Il n'est donc pas du tout surprenant que l'Opel Zafira se voie coller un Diesel amélioré sous le capot. Le nom peut faire référence à un monovolume particulièrement populaire à l'époque, mais aujourd'hui, ce badge habille la version "voiture particulière" du Vivaro. Et il ne s'agit que d'une camionnette, un segment dans lequel le moteur Diesel est toujours omniprésent.

Ce Vivaro, d'ailleurs, est également proposé avec une version à transmission manuelle de seulement 150 ch du nouveau 2.2 Turbo D. Bien entendu, la gamme comprend également une version électrique, tant pour le Zafira que pour le Vivaro. Mais celle-ci est équipée d'un moteur électrique de seulement 136 ch et d'une batterie de 75 kWh, qui permet à Opel de revendiquer une autonomie de 350 kilomètres... WLTP.

De nouveaux Diesel pour les voitures particulières ?

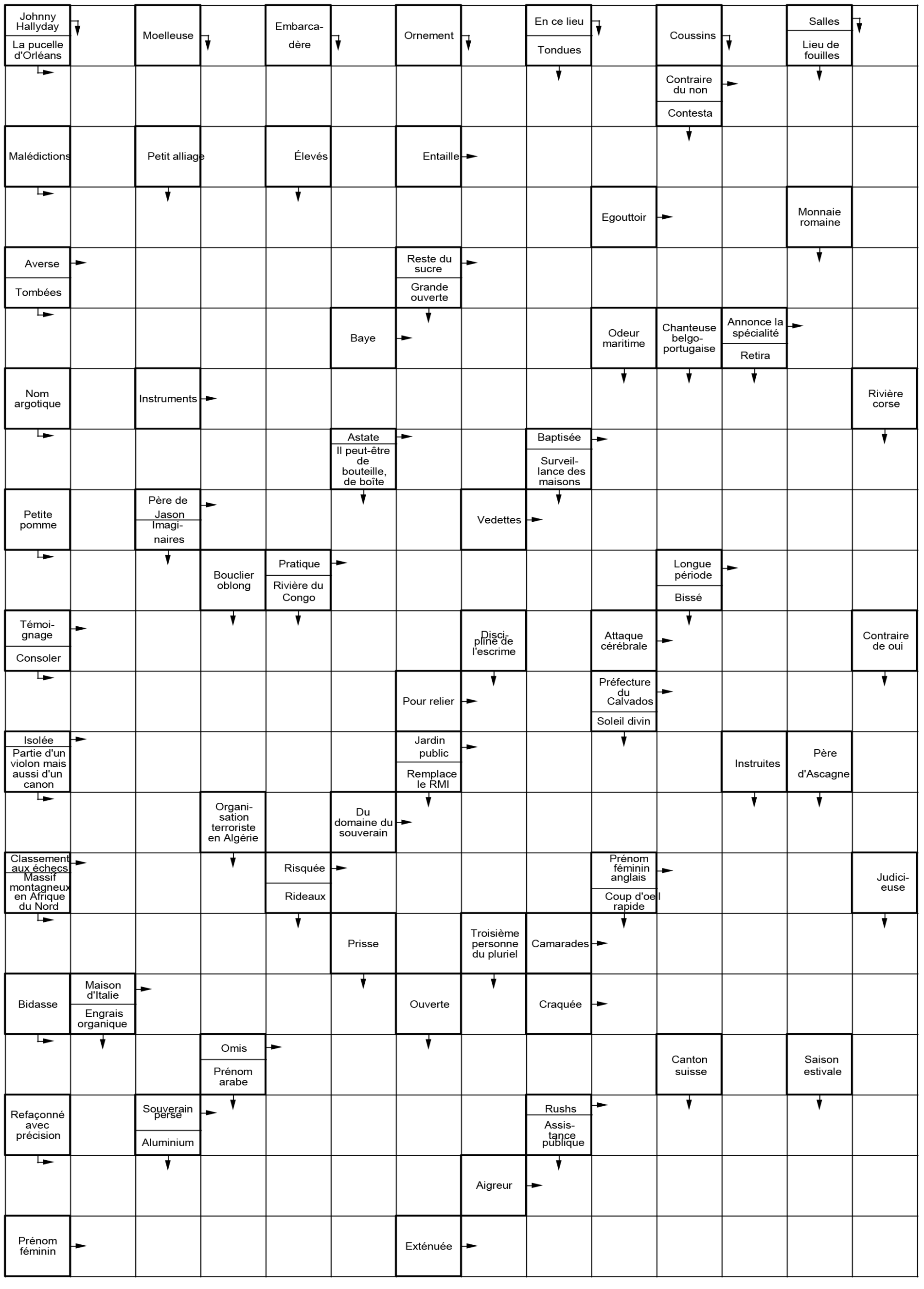
Ce "nouveau" moteur Diesel s'inscrit dans un contexte plus large, car le groupe Stellantis a remarqué que de nombreux clients demandent toujours ce type de motorisations. Généralement parce qu'ils ont un kilométrage annuel élevé et n'ont pas envie de chercher une station de recharge toutes les cinq... bornes.

Il est donc possible de commander à nouveau certains modèles avec un moteur Diesel.

Le cas le plus connu est celui du Citroën Berlingo, que Stellantis n'a vendu pendant un certain temps qu'avec une motorisation électrique, ce qui a entraîné une chute spectaculaire des chiffres de vente. Mais celui-ci peut aujourd'hui être commandé avec un moteur Diesel, tout comme le Peugeot Rifter et l'Opel Combo. Sur certains marchés, Stellantis propose à nouveau le 1,5 litre-BlueHDi sur l'Opel Astra récemment restylée et sur la Peugeot 308, techniquement très proche. Alfa Romeo et DS s'en tiennent également aux véhicules Diesel.

On l'oublierait presque avec toute cette déferlante des VE, mais il y a encore un marché pour...

Mots fléchés



Les Enjeux Eco
Quotidien national de l'économie
Jeudi 19 février 2026 http:www.lesenjeuxeco.dz

PÉTROLE

Le Brent en hausse à plus de 68 dollars

Les cours du pétrole repartent à la hausse mercredi, portés par les tensions géopolitiques et les inquiétudes sur l'approvisionnement mondiale.
Vers 11H40 GMT, le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en avril, prenait 1,85% à 68,67 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate, pour livraison en mars, gagnait 1,93% à 63,53 dollars. Selon les analystes, les marchés pétroliers restent sensibles aux évolutions des discussions diplomatiques et aux conflits qui peuvent engendrer des risques de perturbations dans les zones productrices ou sur les routes d'exportation.

ORGANISATION MONDIALE DES DOUANES

Les douanes algériennes président la 20e session du Comité d'audit à Bruxelles

Les douanes algériennes ont présidé les travaux de la 20e session du Comité d'audit de l'Organisation mondiale des douanes (OMD), tenue à Bruxelles et consacrée à l'examen des rapports d'audit interne et externe, au renforcement des mécanismes de gouvernance et de conformité aux normes internationales en matière de gestion financière et institutionnelle, a indiqué mercredi un communiqué des services des douanes.
L'Algérie a assuré la présidence des travaux de cette session, organisée lundi et mardi au siège de l'OMD à Bruxelles, après avoir présidé la précédente session, ce qui "témoigne de la confiance dont elle jouit au sein des structures de l'organisation et de son rôle de premier plan dans le soutien des principes de transparence, de bonne gouvernance et de modernisation des systèmes de contrôle", précise le communiqué. Cette présidence témoigne également du "rôle croissant de l'Algérie en tant que partenaire actif et fiable dans le développement de l'activité douanière multilatérale et le renforcement de la coopération internationale dans le domaine douanier", indique la même source.

AUTHENTIFICATION DES DOCUMENTS ADMINISTRATIFS DESTINÉS À L'USAGE À L'ÉTRANGER

Inauguration d'une annexe régionale à Ouargla

Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, M. Said Sayoud, a procédé hier, en compagnie du secrétaire d'Etat auprès du ministre des Affaires étrangères, chargé de la communauté nationale à l'étranger, Sofiane Chaib, à l'inauguration de l'annexe régionale d'Ouargla d'authentification des documents administratifs destinés à l'usage à l'étranger, relevant du ministère des Affaires étrangères, de la communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines.
S'exprimant en marge de la cérémonie inaugurale, M.Sayoud a indiqué que cette structure est "le fruit d'une coordination intense et fructueuse entre les deux départements ministériels, réalisée avec le concours des wilayas concernées en un temps réduit, traduisant l'esprit d'engagement et d'efficacité au service du citoyen". Il a fait état également de "la possibilité d'élargir progressivement cette initiative qui vise à rapprocher les prestations administratives du citoyen, à faciliter les procédures et à réduire les distances et les délais, ainsi qu'à garantir une meilleure qualité du service public, pour toucher d'autre régions du pays, selon le besoin formulé par le ministère des Affaires étrangères", assurant de la disposition de son département ministériel à "accorder un soutien et un accompagnement continus, pour garantir le succès de ces initiatives et concrétiser leurs objectifs".
De son côté, le secrétaire d'Etat auprès du ministre des Affaires étrangères, chargé de la Communauté nationale à l'étranger, Sofiane Chaib, a indiqué que cette annexe est "le résultat d'une coopération institutionnelle entre le ministère des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger et celui de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports" et traduit l'engagement de l'Etat à moderniser les institutions publiques et à faciliter les procédures administratives aux citoyens, à l'intérieur du pays et à l'étranger".
Une approche qui, a-t-il souligné, intervient "en application des orientations du Président de la République M. Abdelmadjid Tebboune, tendant à la consécration du droit du citoyen à un service public moderne et efficace, et à l'amélioration des prestations administratives et à une prise en charge optimale des préoccupations des citoyens et de la communauté nationale établie à l'étranger".
Cette nouvelle structure représente "une étape charnière dans le processus de rapprochement de l'administration du citoyen et de concrétisation de la décentralisation administrative dans le secteur des Affaires étrangères, pour la première fois dans le pays", a soutenu M.Chaib, ajoutant qu'elle permet au citoyen de bénéficier de prestations de validation, au niveau régional, de documents destinés à un usage à l'étranger, dans des conditions idoines, sans besoin de se déplacer vers les services centraux, dans un souci de gain de temps et de réduction des délais de traitement.

APS

ANP

Mise en échec de tentatives d'introduction de plus de 4,5 quintaux de kif traité via les frontières avec le Maroc

Des tentatives d'introduction de plus de 4,5 quintaux de kif traité via les frontières avec le Maroc ont été mises en échec et près de 1,4 million de comprimés psychotropes ont été saisis, lors d'opérations exécutées par des détachements combinés de l'Armée nationale populaire (ANP), en coordination avec les différents services de sécurité, durant la période du 11 au 17 février en cours, indique, mercredi, un bilan opérationnel de l'ANP. "Dans la dynamique des efforts soutenus dans la lutte antiterroriste et contre la criminalité organisée multiforme, des unités et des détachements de l'ANP ont exécuté, durant la période allant du 11 au 17 février 2026, plusieurs opérations ayant abouti à des résultats de qualité qui reflètent le haut professionnalisme, la vigilance et la disponibilité permanente de nos Forces armées à travers tout le territoire national", précise la même source.

Chronique Eco d'Anouar El Andaloussi

Une économie mondiale sans régulation, c'est comme un train sans conducteur

Ce qui se passe ces derniers mois est très inquiétant pour l'économie mondiale et pour tous les Etats. Certains Etats se substituent au marché et au droit international. Les régulations économiques, souvent définies par les plus forts, arrivent plus ou moins à organiser les relations économiques et financières internationales. Ces règles ne sont pas exemptes de défaut et surtout de discriminations envers les pays les plus vulnérables, mais définissent les bases d'une régulation à minima.
Trump a fêté ce mercredi son premier anniversaire à la tête des USA. Au cours de cette année, beaucoup de coups ont été portés à l'ordre international tant au plan économique qu'au plan géopolitique allant de « l'imposition » des droits de douanes aux pays en fonction de critères très loin des règles et des usages de l'économie mondiale à l'enlèvement d'un président d'un Etat souverain en passant par une distribution de menaces à l'emporte-pièce. L'ordre économique mondial est réellement menacé. Lorsqu'il s'attaque à l'Europe, cela devient inquiétant ; il n y a que les fous qui s'attaquent à leurs proches. A première lecture, ceci peut paraître intéressant car il arrive à fissurer un ordre hégémonique établi depuis plus de 80 ans au seul profit de l'Occident. Mais en réalité, un état de « mauvais ordre » est meilleur qu'un état « sans ordre ». Dans le premier cas, il y a au moins des contrepouvoirs ou des limites à la violence des plus forts, les détenteurs de l'ordre, alors que dans le 2ème cas, c'est la loi du plus fort, sans limite.
Le monde est donc dans une situation qui peut conduire à des pratiques de violence dans le domaine économique, en particulier. Le contrôle du marché de l'énergie, la course aux terres rares, la violence du dollar … peuvent conduire à des « guerres économiques » dévastatrices pour tout le monde. Si l'ordre économique de l'après-guerre a été mis en place par les puissants du moment, l'Occident, sans grande résistance des faibles, même l'URSS n'était pas suffisamment forte économiquement, aujourd'hui, nous avons l'émergence de grandes puissances économiques au Sud, capables de bien résister à l'assaut de l'empire américain.
Aujourd'hui, le Monde est confronté à des problèmes nouveaux, autrement plus important pour l'humanité toute entière, et qui exigent des accords internationaux, des règles partagées, des responsabilités collectives et la mobilisation de ressources considérables ; car il est question de problèmes d'intérêts commun. Il s'agit du Climat et de l'Intelligence Artificielle (IA). Ces deux domaines sont appelés à être au cœur des transformations économiques et on a besoin de règles et de conventions et d'accords entre Etats. Qui va gérer la décarbonation ? Aujourd'hui, avec des règles et un droit international de l'environnement et plusieurs résolutions et accords (différentes COP), on assiste à un ralentissement du rythme de décarbonation et de réduction des émissions de Gaz à Effet de Serre (GES) ; alors que sera demain de la situation de notre climat sans règles et sans accords internationaux. Le climat est un bien commun à l'ensemble de l'humanité ; sa protection est donc l'affaire de tous, et c'est pourquoi des règles, des accords, des normes sont définis pour gérer collectivement ce bien commun. Sans ces règles, chacun pour soi et le bien commun sera détruit.
L'IA va transformer radicalement l'économie et la société. Cette transformation entrainera de nouvelles formes d'organisation des marchés et des entreprises. Des impacts profonds se produiront sur la vie de tous les jours, sur l'emploi, sur les règles morales et déontologiques, sur la vie privée des individus. Les entreprises pourraient se réduire à un système de données. La fusion « Humain + IA » est le véritable enjeu de l'avenir de l'économie. Dans cette fusion, certainement efficace en termes d'efficacité et de rendement, comment redistribuer les responsabilités lorsque l'IA tente de remplacer l'homme ?
A travers ces deux exemples, le Climat et l'IA, la négation de l'ordre international et l'émergence de l'ordre du plus fort qui s'exprime à travers la violence, le monde va vivre ses pires moments de l'histoire. Les écosystèmes disparaitront, les ressources naturelles seront l'objet d'accapement par la violence alors que leur préservation sera mise dans l'oubli. L'IA sans régulation et son gouvernance mondiale produira les phénomènes inédits dans les sociétés en termes de valeurs morales, de déresponsabilisation totale et de déshumanisation des relations sociales.